

# Gestion déficiente pour les trois CHU

Le contrôle des coûts des projets est devenu secondaire, dit le vérificateur général

ROBERT DUTRISAC

Québec — À l'arrivée d'Yves Bolduc au poste de ministre de la Santé et des Services sociaux, le contrôle des coûts des projets du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et du Centre

hospitalier universitaire de Sainte-Justine (CHUSJ) est devenu secondaire. Les coûts sont passés de 3,2 à 5,2 milliards sans que de nouveaux budgets soient approuvés par le conseil des ministres, ce qui va à l'encontre d'une saine gestion.

C'est ce qu'établit, en évitant de nommer le ministre, le vérificateur général du Québec, Renaud

Lachance, dans son rapport dévoilé hier et intitulé *Projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal*. «Un changement d'orientation est survenu au fil du temps quant à l'importance attachée à la notion de respect des budgets approuvés en 2006. Ce contrôle était important jusqu'à l'été 2008», écrit le vérificateur général.

Renaud Lachance reproche au gouvernement de ne pas avoir «arrimé» les trois dimensions de tout projet immobilier: les travaux à réaliser, c'est-à-dire l'envergure des projets, les coûts et l'échéancier. «Les experts qu'on a consultés nous

VOIR PAGE A 8: CHU

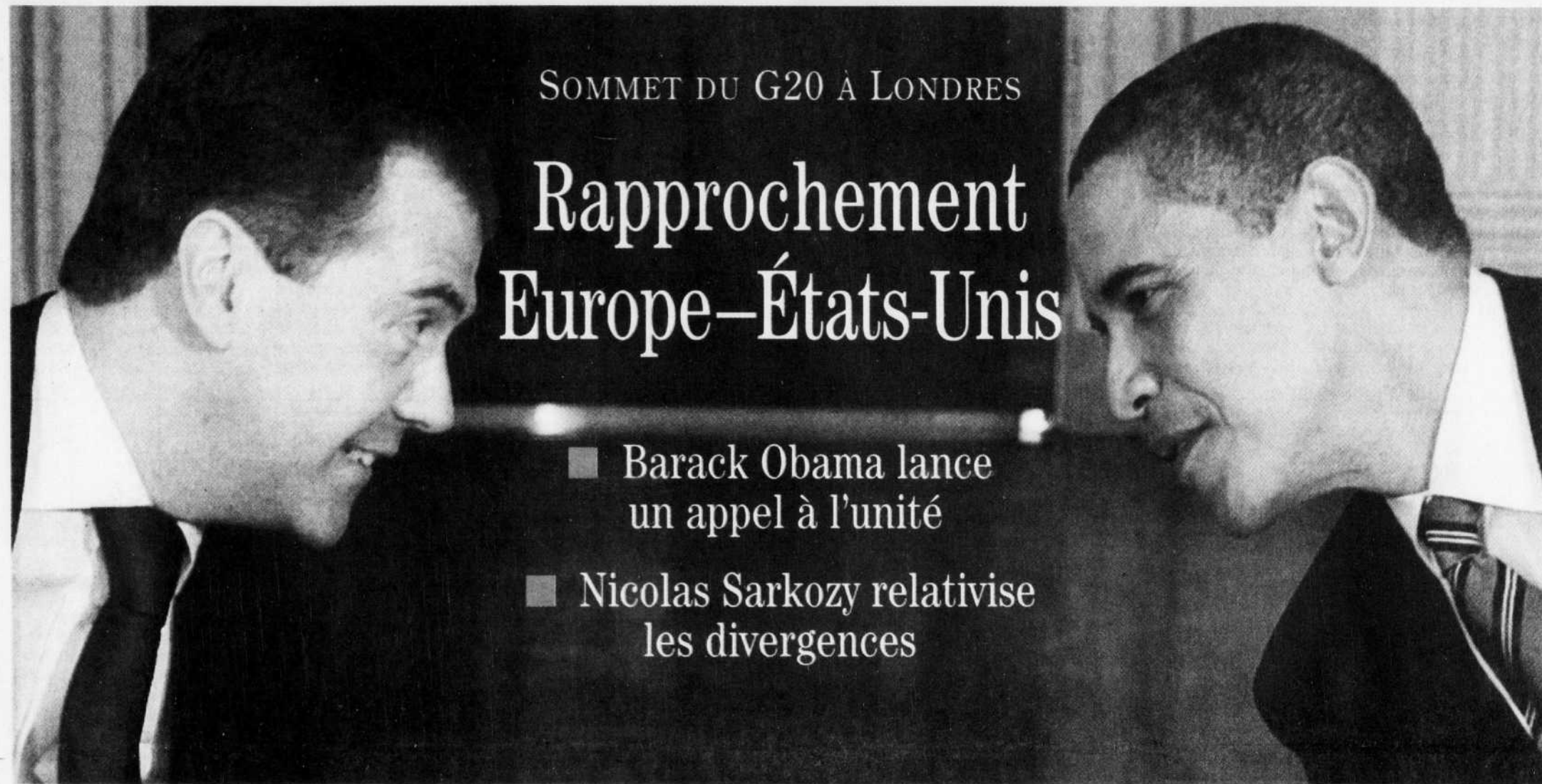
www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. C N° 71

LE JEUDI 2 AVRIL 2009

1,10\$ + TAXES = 1,25\$



SOMMET DU G20 À LONDRES

## Rapprochement Europe-États-Unis

■ Barack Obama lance un appel à l'unité

■ Nicolas Sarkozy relativise les divergences

Retour à des cieux plus cléments entre Moscou et Washington. Pour leur première rencontre, les présidents américain Barack Obama et russe Dmitri Medvedev ont décidé de reprendre à zéro les relations entre les deux pays en annonçant le lancement de négociations ambitieuses sur une réduction de leurs arsenaux nucléaires. Le chef démocrate a même annoncé qu'il se rendrait à Moscou en juillet. Nos informations en page A 5.

ÉRIC DESROSIERS

Tous les acteurs ont fait leur entrée en scène, hier, à Londres, à la veille de la réunion du G20 qui se tiendra aujourd'hui. Il y avait le nouveau président américain, Barack Obama, pour sa première grande sortie à l'étranger. Il y avait aussi la France et l'Allemagne, qui en ont profité pour gonfler une dernière fois leurs muscles, sans compter quelques milliers de manifestants et de policiers, le tout ayant pour fond de scène la pire crise économique mondiale depuis un demi-siècle.

Effectuant sa première grande tournée internationale, Barack Obama a dit souhaiter que les chefs des 20 principaux pays industrialisés et

émergents passent outre les différences d'opinion qui subsisteraient encore entre eux afin de présenter au monde un front uni. «Nous avons la responsabilité de coordonner nos actions et de nous concentrer sur les points communs, et non sur des divergences épisodiques», a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec son hôte Gordon Brown, premier ministre britannique.

Les deux hommes ont minimisé les divergences qui sépareraient encore les pays du G20. Il a été beaucoup question, ces derniers jours, de l'opposition entre les Américains, qui réclament de leurs partenaires économiques qu'ils consacrent plus d'argent à la relance économique, et les Européens, qui voudraient plutôt que l'on «moralise» les règles de la

finance internationale afin d'éviter que ne se répète une pareille crise.

Pas vraiment en chicane

Le président français, Nicolas Sarkozy, et la chancelière allemande, Angela Merkel, en ont remis une couche hier en appelant de nouveau à l'adoption de mesures concrètes de resserrement de la régulation des marchés financiers. «Nous disons que, sans une nouvelle régulation, il n'y aura pas de confiance. Et sans confiance, il n'y aura pas de reprise; c'est un objectif majeur, non négociable», a déclaré Nicolas Sarkozy.

Le président français a néanmoins admis qu'il faisait «confiance» à ce chapitre à son homologue

américain. «Je suis sûr qu'il va nous aider, je suis sûr qu'il nous comprend.» Interrogé sur ses menaces de claquer la porte du Sommet si ses attentes ne sont pas satisfaites, il a répondu par une pirouette: «C'est embêtant pour moi de partir alors que je viens d'arriver.»

En fait, Européens et Américains sont loin d'être aussi éloignés qu'il n'y paraît, a fait remarquer en entretien téléphonique au *Devoir* Jenilee Guebert, chercheuse senior au G20 Research Group de l'Université de Toronto. Les déclarations coups-de-poing de la France et de l'Allemagne ces derniers jours visaient principalement les électeurs

VOIR PAGE A 8: G20

■ Un éléphant qui accouchera peut-être d'une souris ■ La City subit le «poisson d'avril» des manifestants > Pages A 7 et B 1



LE MONDE

## Israël rejette les accords d'Annapolis

Les États-Unis et Shimon Peres exhortent Nétanyahou à accepter le principe d'un État palestinien

■ À lire en page A 5

## Après la destruction, la reconquête

Le bédéiste Enki Bilal pose un regard effaré sur le monde

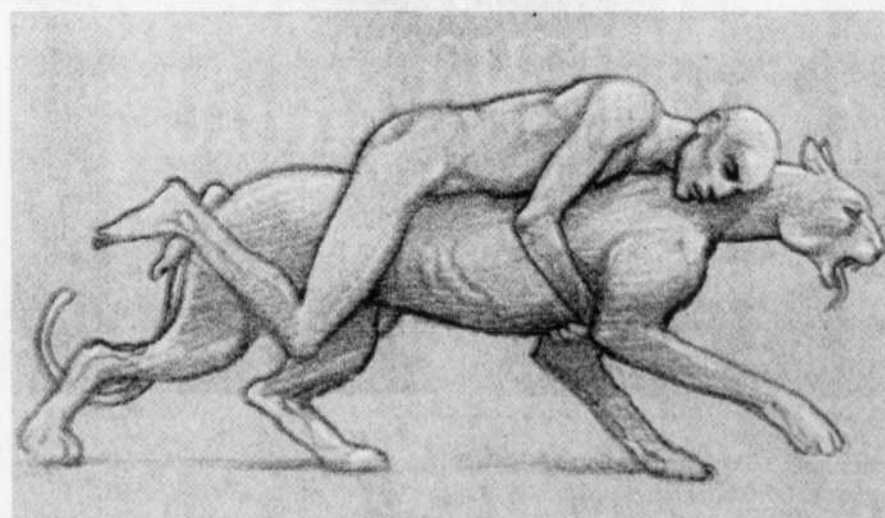
FABIEN DEGLISE

Le pire n'est jamais certain, mais il s'est finalement produit. Sous la pression des humains, la planète a craqué.

Le «coup de sang» était prévisible, le cataclysme global, brutal et généralisé aussi, forçant désormais les quelques

survivants à retrouver le chemin de la vie, sur une croûte terrestre qu'ils ne connaissent plus, dans un environnement sauvage, cruel, complexe et imprévisible où des hybrides homme-mammifère marin ont fait leur apparition. Bizarre, vous avez dit bizarre?

VOIR PAGE A 8: BILAL



Tiré de *Animal'z*, de Enki Bilal

## La révolte va en crescendo à Montréal-Nord

Les quinze membres du chantier Prévention et sécurité publique présentent leur rapport

BRIAN MYLES

L'émeute survenue en août dernier à Montréal-Nord est le symptôme d'un malaise profond de la population se disant victime de racisme, discrimination et exclusion. Une révolte qui va en crescendo.

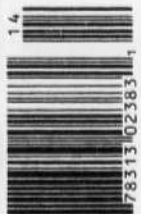
C'est du moins l'un des principaux constats dressés dans le rapport final des chantiers de Montréal-Nord qui sera rendu public aujourd'hui, un document dont *Le Devoir* a obtenu copie. Ce travail exhaustif vient confirmer le sombre portrait brossé par les organismes communautaires et les citoyens de Montréal-Nord depuis la mort du jeune Fredy Villanueva, abattu par un agent du Service de police de Montréal (SPVM), Jean-Loup Lapointe, lors d'une intervention qui a mal tourné. C'est tout le lien de confiance entre la population de Montréal-Nord et les autorités en général — pas seulement la police — qui doit être rebâti.

«La discrimination, le racisme, l'exclusion et le sentiment d'être des citoyens de seconde zone engendrent

VOIR PAGE A 8: RÉVOLTE

### INDEX

Annonces.....	B 5	Idées .....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo .....	B 6
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 6
Décès.....	B 5	Sports.....	B 6
Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 5
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



## ACTUALITÉS

## L'Église doit s'inquiéter du mouvement d'apostasie, disent des théologiens

Les demandes d'apostasie en hausse dans les diocèses de Québec et de Montréal se mesurent aussi à Sherbrooke. Le phénomène ne renversera évidemment pas l'Église, mais il a son importance, jugent les théologiens.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La hausse substantielle des demandes d'apostasie aux diocèses de Québec, de Montréal et de Sherbrooke forme la trame d'un «mouvement significatif», estiment plusieurs théologiens.

Hier, le diocèse de Sherbrooke a lui aussi confirmé observer une augmentation des demandes d'apostasie — la manière officielle pour les catholiques de rompre avec l'Église ou avec la foi — depuis les controverses qui ont secoué l'Église ces dernières semaines.

Le Devoir d'hier révélait que le diocèse de Québec (qui dessert un million de catholiques) avait reçu 50 demandes d'apostasie en un mois, contre une vingtaine en temps normal et sur une base annuelle. A Montréal, on signalait une proportion similaire.

Les contretemps du débat au sujet de l'excommunication d'une équipe de médecins qui a

praticqué un avortement sur une fillette de neuf ans enceinte de jumeaux après avoir été violée par son beau-père au Brésil, ainsi que les propos du pape sur l'usage du condom comme arme inefficace pour combattre le sida en Afrique, ont donc amené une dizaine de personnes à signifier leur désir de quitter l'Église catholique en Estrie (250 000 catholiques officiellement recensés).

«Par rapport à la normale, ce sont des proportions similaires à ce qui se passe à Québec», indique le chancelier du diocèse de Sherbrooke, Guy Boulanger.

Le diocèse de Chicoutimi a pour sa part refusé de donner quelque chiffre que ce soit. A Trois-Rivières, on indiquait qu'il y avait eu peu de demandes («moins de cinq»), mais on n'a pas donné plus d'information.

Lundi, le diocèse de Montréal a expliqué au Devoir que les données concernant les demandes d'apostasie sont jugées confidentielles, contrairement aux statistiques sur les ma-



ARCHIVES REUTERS

riages et les baptêmes. On était toutefois prêt à dévoiler les données concernant les apostats qui ont réintégré l'Église...

#### Mouvement significatif

En chiffre absolu, les demandes d'apostasie représentent une goutte d'eau dans un océan. Mais l'Église aurait tort de sous-estimer ce mouvement, croient les théologiens interrogés hier.

«C'est un mouvement très significatif», estime Marie-Andrée Roy, de l'UQAM. Les gens qui posent ce geste font une dé-

marque pro-active, ce n'est pas une simple indifférence. C'est signe qu'il se passe quelque chose qui dérange profondément.»

Mme Roy doute que le mouvement prenne une «ampleur considérable», mais elle juge qu'il va «mettre de la pression sur le bras de fer qui se déroule à l'intérieur de l'Église», tant au Québec qu'au Vatican, entre les catholiques plus progressistes et la hiérarchie ecclésiastique.

«Une démarche de ce type-là est plutôt radicale», indique Gilles Routhier, de l'Université Laval. Mais ça indique forcément que plusieurs personnes ont été ébranlées par les récents événements», sans pour autant l'exprimer publiquement.

Ce geste «radical», M. Routhier le place dans un contexte où l'Église manque peut-être de canaux de communication. «Les conséquences d'une apostasie ne sont pas très importantes pour quelqu'un qui ne pratique pas. Mais c'est un cri de personnes qui ne sont pas indifférentes, et qui vont jusque-là parce que c'est devenu l'ultime manière pour elles de se faire entendre.»

Le Devoir

## Torture: le ministre de la Sécurité publique contredit le SCRS

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le ministre fédéral de la Sécurité publique a joué à l'autruche hier en affirmant que les services de renseignement canadiens n'utilisaient jamais d'informations obtenues sous la torture, et ce, bien que le SCRS ait dit exactement le contraire la veille.

«Le SCRS a dit clairement qu'il n'endosse pas la torture dans son processus de collecte d'information et le patron du SCRS, Jim Judd, a dit clairement qu'il considérerait la torture comme étant répréhensible», a déclaré hier le ministre Peter Van Loan à la Chambre des communes. Des propos qu'il a répétés en boucle aux journalistes qui l'ont cuisiné par la suite, ajoutant que «s'il y a une quelconque indication qu'on a eu recours à la torture, l'information est mise de côté. C'est aussi simple que cela». Il ne voit donc pas la nécessité de rappeler à l'ordre les services secrets canadiens.

La veille, le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) avait créé la commotion en avouant ne pas toujours être regardant sur la provenance de

ses informations. En comité parlementaire, l'avocat et conseiller aux opérations du SCRS, Geoffrey O'Brien, a affirmé qu'il n'existait pas d'interdiction unilatérale à la torture. «Utilisons-nous de l'information qui a été obtenue sous la torture? La réponse est oui si des vies sont en jeu», a déclaré M. O'Brien à des députés médusés.

«La simple vérité, c'est que si nous obtenons des informations qui pourraient permettre d'éviter quelque chose comme l'attentat contre Air India ou les tours jumelles — n'importe quoi, bien franchement —, nous les utiliserons sans égard à leur provenance.»

La commission d'enquête sur Maher Arar a pourtant recommandé que les services de renseignement canadiens n'acceptent ni ne distribuent à leurs partenaires des informations s'il existe un «risque crédible» qu'elles aient été obtenues sous la torture. Le gouvernement conservateur, qui a accordé 10,5 millions de dollars à M. Arar en guise de compensation, s'était engagé à respecter cette recommandation.

Le Devoir

## EN BREF

## Contribuer trois fois plus

Ottawa — Le Parti conservateur demande à Elections Canada de se pencher sur les pratiques de financement du Parti libéral, qui utilise le prétexte de sa course au leadership pour gonfler ses revenus. «Elections Canada doit faire preuve de leadership, appliquer les règles et émettre un avis à l'effet que cela ne devrait pas aller de l'avant», a déclaré le député conservateur Pierre Poilievre. Michael Ignatieff a pris hier soir la parole à un important souper-bénéfice à Toronto auquel étaient attendues environ 1000 personnes. Au cours de cet événement, le PLC devait inviter ses bailleurs de fonds à donner trois fois le maximum permis par la loi électorale au cours de l'année, et ce, en toute légalité. Comment? En versant le maximum permis de 1100 \$ au parti, autant à une circonscription de leur choix et autant enfin à la campagne à la direction de Michael Ignatieff. Le Parti conservateur rétorque que cette course au leadership n'est que de la frime, tous les autres candidats s'étant retirés de la course. «Il n'y a pas de course», soutient M. Poilievre. La limite de 1100 \$ existe, dit-il, «pour protéger la classe moyenne contre une prise de contrôle du système par les élites financières». Le PLC fait valoir que, même sans adversaire, M. Ignatieff encourt des dépenses en vue du congrès de la fin du mois. — Le Devoir

## Nettoyer «vert» n'est pas sans risque

L'engouement pour les produits de nettoyage et de désinfection «verts» dans les hôpitaux n'est pas sans risque, prévient le Dr Richard Marchand, qui fait partie d'un comité d'hygiène et de salubrité des centres hospitaliers mis sur pied par Québec. C'est que dans ce domaine, affirme-t-il, la réglementation est «beaucoup trop faible» pour garantir l'efficacité et l'innocuité des produits mis en marché. Ce manque de contrôle fait en sorte que certains désinfectants utilisés ne permettent pas de freiner l'écllosion et le développement de différents agents pathogènes, comme les infections nosocomiales. Selon le Dr Marchand, le risque est d'autant plus grand que 70 % des hôpitaux utilisent ou souhaiteraient utiliser des produits plus respectueux de l'environnement. Il presse donc pour un resserrement des règles qui régissent ces produits. Santé Canada envisage d'ailleurs de les réglementer au même titre que les médicaments. Entre-temps, une porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux a par ailleurs confirmé hier qu'une «mise en garde» a été envoyée en janvier aux hôpitaux pour les inciter à s'assurer de la qualité des produits utilisés. — Le Devoir

## LE MONDE EST PETIT... PAS TOUJOURS!



Voilà pourquoi nous avons créé le Centre des affaires internationales de LAVAL TECHNOPOLE.

Le Centre des affaires internationales de LAVAL TECHNOPOLE regroupe tous les services liés au développement international des entreprises, notamment l'exportation, l'approvisionnement international, les missions de développement de marchés, les réseaux institutionnels et les réseaux de contacts, les alliances stratégiques interentreprises, les transferts technologiques, la commercialisation internationale, les ressources conseils, les expertises internationales, les parrainages, les formations techniques et le recrutement international.

Le Centre des affaires internationales de LAVAL TECHNOPOLE offre une approche concrète, conçue pour répondre aux questions des entreprises de Laval, aux enjeux, aux défis et aux étapes requises pour un développement international solide et rentable. Rien de moins! Nous travaillons avec les partenaires du développement économique que sont les gouvernements du Canada et du Québec. Ainsi, en frappant à notre porte, vous êtes sûr de trouver un accès rapide et efficace à l'ensemble des services disponibles pour les entreprises qui veulent se donner une nouvelle dimension internationale.



Communiquez avec moi au 450 978-5959. Nous savons ouvrir les bonnes portes et vous présenter les bonnes personnes.

Véronique Proulx  
Directrice

**LAVAL  
TECHNOPOLE**  
DES EXPERTS AU SERVICE DES ENTREPRISES DE LAVAL

**DÉFI  
CROISSANCE**

Pour aller plus loin... plus vite

www.lavaltechnopole.com

# POLITIQUE



91,3 fm

la plus culturelle!

## L'harmonisation



MICHEL DAVID

La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a dit avoir été informée par les médias que la TVQ n'était pas harmonisée à la TPS fédérale. Jusque-là, elle était persuadée du contraire.

Celui qui a dû être le plus surpris d'apprendre cela est son prédécesseur Yves Séguin, qui avait démissionné une première fois le 12 septembre 1990 précisément parce que Robert Bourassa avait décidé d'harmoniser l'ancienne taxe de vente provinciale à la taxe fédérale sur les produits et les services créée par le gouvernement Mulroney. Aurait-il démissionné pour rien?

M. Séguin, un des rares politiciens parfaitement heureux de se retrouver au ministère du Revenu, s'était vivement opposé à la TPS dès le départ. Celui qu'on surnommait le «Robin des taxes» estimait qu'elle favorisait indûment les entreprises par rapport aux particuliers, alors qu'il avait vu sa nomination au Revenu comme une bonne occasion de rendre la fiscalité plus équitable.

La façon dont M. Bourassa avait profité de la crise autochtone et de l'effervescence consécutive à l'échec de l'accord de Lac-Meech pour harmoniser les deux taxes en catimini avait sans doute ajouté au mécontentement de M. Séguin.

On a souvent taxé l'ancien ministre de naïveté. Dans un monde où la roublardise, pour ne pas dire le cynisme, est la règle, il est vrai qu'il semblait parfois bien candide. Quand il a décidé de reprendre du service, en mars 2003, le futur ministre des Finances de Jean Charest n'avait pas exclu d'éliminer complètement la TVQ. C'est dire!

Peut-être n'était-il pas fait pour la politique, mais ce fiscaliste connaissait tout de même son métier. Il était sans doute le seul à penser que l'affaire était suffisamment grave pour justifier une démission, mais on peut lui faire confiance sur le fond des choses: il y avait bel et bien eu harmonisation. À l'époque, il avait même souligné que l'Ontario refusait d'emboîter le pas au Québec.

Le merveilleux monde des relations fédérales-provinciales canadiennes est fertile en rebondissements. Il y a un an, le premier ministre ontarien, Dalton McGuinty, et le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, étaient à couteaux tirés.

«Pour les compagnies qui veulent investir au Canada et qui se préoccupent des impôts, la dernière place où aller, c'est l'Ontario», avait lancé M. Flaherty. Excédé de ses attaques à répétition, M. McGuinty avait adressé à Stephen Harper une lettre dans laquelle il lui demandait de rappeler son ministre à l'ordre.

Bien entendu, c'était avant que les conservateurs fassent une croix sur le Québec et se retrouvent dans l'obligation de mettre tous leurs œufs dans le panier ontarien, sous peine de retourner dans l'opposition.

En janvier dernier, le budget de M. Flaherty avait déjà arraché des cris de joie à son nouvel ami. Alors que Mme Jérôme-Forget se lamentait sur les conséquences des modifications à la formule de péréquation, M. McGuinty n'en finissait plus d'énumérer les dossiers dans lesquels sa province avait obtenu satisfaction au cours des derniers mois: le transfert social canadien, l'aide à l'industrie automobile, l'Agence de développement économique de l'Ontario, le projet de commission des valeurs mobilières pancanadienne, la péréquation...

Manifestement, tout cela n'a pas suffi à freiner la chute des conservateurs. Le récent sondage Léger Marketing-*Le Devoir*, dont les résultats ont été publiés en début de semaine, accorde maintenant dix points d'avance aux libéraux de Michael Ignatieff (45-35).

Ceci expliquant cela, le dernier «cadeau» de 4,3 milliards offert par Ottawa en guise de compensation pour l'harmonisation de la taxe de vente ontarienne à la TPS n'a rien de très étonnant, même si l'ampleur du déficit fédéral serait normalement de nature à tempérer la générosité de M. Flaherty. C'est simplement la transposition sur le plan fiscal de l'harmonisation politique en cours depuis quelques mois.

Même si le Québec n'est plus dans la mire des conservateurs, il est difficile de voir quel nouveau prétexte M. Flaherty pourrait encore invoquer pour ne pas lui offrir une compensation équivalente à celle de l'Ontario, que le ministère des Finances évalue à 2,6 milliards, et à celle que trois autres provinces ont obtenue avant lui.

Mme Jérôme-Forget s'est dite tout à fait disposée à calquer la taxe québécoise sur celle de l'Ontario, qui prévoit aussi une exemption pour certains biens, comme les livres, et qui reprend les mêmes dispositions en ce qui concerne le remboursement de la taxe sur les intrants pour une période de huit ans.

Il est vrai que, contrairement à l'Ontario, le Québec ne cédera pas la perception de sa taxe au gouvernement fédéral, mais il serait bien mal venu de lui reprocher d'exercer un pouvoir que lui reconnaît la Constitution.

Il est vrai aussi que, dans son souci de simplifier la vie du contribuable, Yves Séguin a déjà proposé qu'il ait un seul ministère du Revenu, situé à Ottawa, mais c'était dans une vie antérieure. Le nouveau Yves Séguin, qui a présidé la Commission sur le déséquilibre fiscal, proposait plutôt d'abandonner le champ fiscal de la TPS aux provinces. Tout le monde a le droit de changer d'idée, non?

mdavid@ledevoir.com

Perquisition à la FTQ

## Québec doit scruter le Fonds de solidarité

L'ancien juge Robert Lesage juge anormal de confier 6,2 milliards de dollars à un petit groupe de personnes qui n'ont pas de comptes à rendre

Le Fonds de solidarité de la FTQ, qui a été perquisitionné par la police mardi, devrait faire l'objet d'une enquête d'un comité parlementaire, surtout que ce Fonds est un des partenaires principaux du plan de relance du gouvernement, lequel s'appête à modifier sa loi constitutive. Quant à l'hypothèse d'une deuxième commission Cliche, malgré la nervosité à Québec, tous trouvent l'idée prématurée.

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Au lendemain de la perquisition policière aux bureaux du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FSTQ), un examen serré de l'existence de cette «bête particulière» et de son fonctionnement s'impose, croit le juge à la retraite Robert Lesage, puisque ce fonds est partenaire de plusieurs initiatives du gouvernement Charest pour la relance.

Celui qui a présidé la Commission d'enquête sur les dépassements de coûts de la Gaspésie souligne qu'une occasion en or va se présenter prochainement. Dans le dernier budget, on annonçait que «des modifications seront apportées à la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec».

Le gouvernement disait vouloir ainsi assouplir certaines règles imposées au FSTQ afin de «reconnaître la participation» du FSTQ dans «deux nouveaux fonds dont la mise en place est annoncée à l'occasion du discours du budget». D'une part, le Fonds d'urgence de 500 millions de dollars «pour la relance des entreprises», dans lequel le FSTQ injectera 250 millions de dollars. D'autre part, un «fonds pour financer des fonds sectoriels de capital de risque», dans lequel le FSTQ injectera 250 millions de dollars.

C'est un ancien p.-d.g. du FSTQ de 1997 à 2001, l'actuel ministre du Développement économique Raymond Bachand, qui dévoilera les détails relatifs à ces nouveaux fonds. M. Bachand a aussi été premier vice-président du FSTQ de 1994 à 1997.

Selon Robert Lesage, le «Fonds de solidarité,

très riche, fait l'envie des politiciens. Ils ont intérêt, pour des raisons syndicales et économiques, à être en bons termes».

Selon lui, il règne un «manque de transparence» autour de la gestion du FSTQ en raison de la proximité entre le syndicat et le FSTQ.

Rappelant les résultats de son enquête de 2004-05, M. Lesage soutient que «c'est l'équivalence entre le bras financier et le bras syndical qui crée une sorte de conflit d'intérêts». Dans le chantier Gaspésie, cela «leur donnait une autorité qu'ils n'auraient pas dû avoir». Il soutient que les 15 à 18 personnes qui font partie du conseil d'administration sont des présidents des fédérations de la FTQ et «ne décident à peu près rien». Selon lui, les dirigeants du Fonds «ne font rapport à personne». Or, l'actif net du FSTQ est de 6,2 milliards de dollars: «C'est curieux qu'autant d'argent soit confié à si peu de personnes.»

Au sujet des deux nouveaux fonds créés par le gouvernement avec l'aide de la FTQ, il s'interroge: «Comment font-ils [les gens du FSTQ] pour s'avancer dans un fonds d'urgence de 500 millions?» La création de ces fonds et la modification législative annoncée est pour lui l'occasion d'enfin appliquer la première recommandation de son rapport: «Qu'un comité parlementaire évalue la raison d'être et le cadre d'action des fonds d'investissement dont les souscriptions sont admissibles à des déductions fiscales.»

Nervosité à Québec

S'ils ont refusé de commenter l'enquête de la Sûreté du Québec sur le présumé blanchiment d'argent dans le monde de la construction et les perquisitions au FSTQ, les

membres du gouvernement n'ont pas caché leur inquiétude, hier. Jean Charest a souligné que «c'est beaucoup d'argent qui va être dépensé dans les prochaines années» dans le domaine de la construction: 42 milliards de dollars sur cinq ans. «C'est une préoccupation pour nous de faire en sorte que les choses se passent correctement et on fera les ajustements au besoin», a déclaré le premier ministre. Des criminels profiteront-ils du plan de relance du gouvernement? La question a indigné Raymond Bachand, mais son collègue de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a eu ces mots: «C'est évidemment préoccupant. Nous n'avons pas les yeux fermés. Nous avons les yeux très ouverts. Les oreilles très ouvertes.»

Faudrait-il une nouvelle commission Cliche, qui avait enquêté dans les années 1970 sur la violence et la corruption dans le domaine de la construction? «C'est prématuré, on verra», a déclaré M. Dupuis.

Même son de cloche du côté de l'ancien ministre du Travail de 1971 à 1975, Jean Cournoyer, qui avait mis quatre syndicats sous tutelle au terme de la commission Cliche. Tant que les enquêtes policières ne sont pas terminées, ça ne sert à rien, croit-il. Par ailleurs, il souligne que «lorsque tu regardes des cas comme la Gaspésie, tu te dis "mais c'est la même maudite affaire qui se reproduit!"».

L'ancien ministre péquiste Guy Chevrette, qui a participé à la commission Cliche, a dit ne pas vouloir commenter. Il note toutefois que cette commission a permis d'avoir «25 ans de grande paix syndicale sur les chantiers». Autrement dit, la paix n'y est plus? M. Chevrette a refusé de répondre à la question, se disant «trop peu informé». D'autant plus qu'à son avis, les informations qui filtrent actuellement au sujet de l'enquête policière ne sont peut-être pas étrangères à la période légale de maraudage qui permet aux syndicats d'aller se «voler» des membres.

Le Devoir



AHMAD MASOOD REUTERS

## Afghanistan: la femme chiite retourne sous le joug de son mari

Le Code de la famille pourrait avoir de «sérieuses implications» sur l'engagement du Canada au pays d'Hamid Karzaï

CLAUDE LÉVESQUE

Une nouvelle loi sexiste, apparemment destinée à amadouer les éléments les plus rétrogrades de la minorité chiite en Afghanistan, a soulevé un tollé dans le monde, et notamment à Ottawa, ternissant la réputation du président Hamid Karzaï, dont le pays est cette semaine au centre de deux rencontres de haut niveau en Europe.

Le texte controversé, adopté en catimini par le Parlement afghan en février puis signé par le chef d'Etat, prévoit pour les chiites — 10 % de la population — un code de la famille séparé qui, entre autres dispositions, légalise le viol conjugal.

Le nouveau code, dont la version finale n'a pas été publiée mais dont des copies ont circulé à Kaboul, limite en outre la liberté de mouvement des femmes et leurs droits en cas de divorce, ce qui rappelle les interdits en vigueur sous le régime des talibans.

Le ministre fédéral du Commerce international et responsable de l'Afghanistan au cabinet Harper, Stockwell Day, a affirmé hier que le Canada a déjà fait part de ses inquiétudes au président Karzaï. «Nous demandons sans équivoque au gouvernement afghan de respecter ses obligations en matière de droits humains, particulièrement en ce qui concerne les femmes», a-t-il dit. M. Day a aussi admis que la loi controversée «pourrait avoir de sérieuses implications» sur l'engagement

du Canada en Afghanistan.

L'élaboration d'un code séparé pour les chiites ne constitue pas en soi une surprise puisqu'elle était prévue par la Constitution de 2004. L'an dernier, le Conseil des oulémas (juristes musulmans) chiites a rédigé un projet en ce sens, fondé sur «une version très restrictive de la jurisprudence chiite», selon Palwasha Hassan, coordonnatrice du bureau de Kaboul de l'organisme canadien Droits et Démocratie, jointe hier au téléphone.

Des intervenants de la société civile ont tout de même réussi à convaincre les parlementaires et les oulémas d'adoucir le projet, notamment en ce qui concerne l'âge légal du mariage pour les filles, la polygamie et les droits de garde accordés aux femmes divorcées. «Nous avons travaillé sur la base d'une jurisprudence chiite plus progressiste», a indiqué Mme Hassan.

Ce qui semble avoir pris de court les milieux libéraux, c'est le caractère expéditif du processus d'adoption de la loi. Celle-ci aurait été très peu débattue à la chambre basse et, semble-t-il, pas du tout à la chambre haute du Parlement.

Le Code de la famille afghan contient depuis la fin des années 1970 certaines dispositions qui reconnaissent aux femmes des

droits en matière de santé et d'éducation. Mais il est en cours de révision afin de le rendre compatible avec la Constitution de 2004, qui prévoit l'égalité entre les hommes et les femmes, et avec les traités internationaux ratifiés par l'Afghanistan. Une exigence dont les oulémas chiites n'ont de toute évidence pas voulu tenir compte.

«Selon les traductions que j'ai vues, l'article 132 du nouveau Code oblige les femmes à se soumettre à la volonté de

**Le président Karzaï est accusé d'avoir cédé à la pression des intégristes**

leur mari en matière de relations sexuelles, a indiqué Alexandra Gilbert, coordonnatrice de projet pour Droits et Démocratie, qui s'exprimait également depuis Kaboul.

«Leurs déplacements et tout l'accès à la vie publique — éducation, travail et visites à la clinique — devront être approuvés par leur mari», a ajouté Mme Gilbert, qui dit craindre qu'un scénario semblable ne se reproduise avec la réforme des lois visant la majorité sunnite.

Plusieurs parlementaires et commentateurs afghans accusent le président Karzaï d'avoir cédé à la pression des intégristes chiites dans le but d'augmenter ses chances de réélection lors du scrutin présidentiel prévu en août.

Le Devoir

Consommation d'essence

## Le Canada s'alignera sur les États-Unis

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le gouvernement fédéral alignera les normes de consommation d'essence du parc automobile canadien sur celles des États-Unis, a annoncé hier le ministre de l'Environnement, Jim Prentice.

La mesure est présentée comme du «leadership» par le ministre, mais comme une «évidence incontournable» par les partis d'opposition et les spécialistes dans le domaine. Les industries automobiles des deux pays étant fortement intégrées, le Canada n'avait pas le choix, disent-ils. Le NPD a tout de même pris le temps de féliciter le gouvernement pour ce «pas dans la bonne direction».

Jim Prentice a fait son annonce devant le parlement de l'Economic Club, à Ottawa. «À partir de 2011, les voitures et les véhicules utilitaires légers rejeteront moins de dioxyde de carbone sur l'ensemble des routes du Canada», a dit le ministre de l'Environnement.

L'administration Obama a récemment annoncé qu'il allait serrer la vis aux constructeurs automobiles, les forçant, d'ici 2011, à mettre à la disposition des consommateurs des véhicules moins énergivores. Ainsi, chaque constructeur devra avoir une gamme de véhicules automobiles qui consomment en moyenne 7,7 litres par 100 kilomètres. La norme est actuellement de 8,5 litres par 100 km. Pour les camionnettes et les VUS, la moyenne à atteindre en 2011 sera de 9,7 litres par 100 km.

Le plein effet en 2025

Le Canada utilisera la Loi canadienne sur la protection de l'environnement pour atteindre les mêmes objectifs. Le ministre et son ministère sont toutefois incapables de dire l'effet concret de cette mesure sur la diminution des gaz à effet de serre (GES) au pays. Ce n'est qu'au moment du changement de réglementation, au printemps 2010, que le ministre aura une idée de la quantité de GES qui sera réduite.

Daniel Breton, militant écologiste et spécialiste des liens entre l'automobile et l'environnement, affirme que la volonté d'Ottawa est «intéressante», mais prévisible. «Le Canada n'avait pas le choix. Les constructeurs américains n'allaient pas faire des autos différentes juste pour le petit marché canadien», dit-il. Dans son discours, Jim Prentice a d'ailleurs reconnu que 80 % des voitures produites au Canada prennent le chemin des États-Unis.

M. Breton, anciennement de l'organisme Québec-Kyoto, explique que cela va prendre plusieurs années avant de voir l'effet total de cette mesure, puisque le parc automobile canadien se renouvelle entièrement tous les 14 ans. Le plein effet sera donc visible en 2025.

Le Devoir

## ACTUALITÉS

## Le pontage coronarien suffit

La reconstruction chirurgicale ventriculaire n'est plus utile, selon une étude

LISA-MARIE GERVAIS effectuées dans le monde.

Pratiquée depuis plus de 30 ans chez les personnes souffrant d'insuffisance cardiaque, la reconstruction chirurgicale ventriculaire (RCV) serait aujourd'hui complètement dépassée, tant et si bien que le seul pontage, accompagné d'une prise de médicaments, donnerait d'aussi bons résultats. C'est ce que révèle une étude internationale intitulée *Essai STICH* (pour Surgical Treatment for Ischemic Heart Failure) effectuée par Robert Jones, du Duke Clinical Research Institute aux États-Unis, et présidée par le docteur Jean-Lucien Rouleau, chercheur à l'Institut de cardiologie de Montréal.

Lors d'un infarctus, le cœur se déforme et prend la forme d'un ballon. Les chercheurs étaient convaincus que la chirurgie ventriculaire, qui consiste à replier sur elle-même la partie cicatrisée du cœur endommagé pour qu'il batte de façon efficace, accompagnée de pontages et de médicaments qui aident à préserver la forme et la fonction du cœur, étaient le meilleur traitement.

«A notre grande surprise, on a appris qu'aujourd'hui, étant donné la puissance des médicaments qui empêchent la dilatation du cœur, le simple pontage s'avère aussi bon que la chirurgie ventriculaire», a souligné le chercheur qui est également doyen de la faculté de médecine de l'Université de Montréal. Cette découverte amènera certes un changement de pratiques, croit Jean-Lucien Rouleau. Au cours des dix dernières années, de 3000 à 5000 RCV auraient été

## Étude et résultats

Publiée dans le *New England Journal of Medicine*, l'étude du National Heart, Lung and Blood Institute a été menée auprès de 1000 patients de 23 pays industrialisés. Elle a comparé différents indicateurs (la survie, la qualité de vie, la taille du cœur, etc.) dans deux groupes. L'un était formé de patients qui avaient subi une RCV accompagnée d'un pontage et d'une médication, et l'autre, de patients qui n'avaient reçu que le pontage et la médication.

La mortalité 30 jours après la chirurgie était d'à peu près 5 %, et elle était la même dans les deux groupes. L'angine avait diminué et la qualité de vie avait augmenté. La reconstruction ventriculaire devient donc désuète. Une bonne nouvelle étant donné que cette intervention plus complexe qu'un pontage coûte 15 000 \$. Moins de cette chirurgie signifie moins de gens aux soins intensifs, rappelle le D<sup>r</sup> Rouleau.

«Ça prouve qu'une nouvelle technique peut s'avérer plus efficace et améliorer la qualité de vie d'un patient, mais tant qu'elle n'a pas été comparée, on ne peut pas prétendre qu'elle surpasse ce qui existe déjà», a fait valoir le chercheur.

Une étude similaire en cours vérifie maintenant la nécessité du pontage. La médication seule, sans pontage, pourrait-elle suffire? Réponse dans deux ans.

Une personne de 50 ans et plus sur cinq va développer une insuffisance cardiaque au cours de sa vie, homme ou femme.

Le Devoir

## GES 2, Canadien 1

Seulement la moitié des joueurs du club montréalais déboursent 350 \$ pour effacer leur empreinte écologique



ARCHIVES REUTERS

Des écologistes rêvent de faire des joueurs du Canadien les «ambassadeurs» de la lutte contre les changements climatiques puisque ce sport est né sur la glace, une ressource partout menacée par le réchauffement du climat. Mais les écologistes devront s'en tenir pour l'instant à l'emblématique ours polaire.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le rendement du club de Hockey Canadien semble aller de pair cette année avec la ferveur de ses joueurs à réduire leur empreinte climatique.

En effet, seulement 11 des 22 joueurs du Canadien ont acheté cette année des crédits d'émissions de gaz à effet de serre (GES) pour financer quelque part sur la planète des initiatives qui ont soustrait de l'atmosphère terrestre l'équivalent du CO<sub>2</sub> émis lors de leurs nombreux déplacements en avion.

Lorsque les spécialistes de la Fondation Suzuki ont calculé l'empreinte climatique des joueurs du Canadien pour la saison 2007-08, ils ont établi les émissions associées aux déplacements de chaque joueur à

10 tonnes de GES, soit les émissions annuelles de trois Honda Civic. Cette année-là, la quasi-totalité des joueurs du Canadien avaient adhéré au plan d'achat de crédits d'émission de qualité «Gold», soit le niveau de certification environnementale le plus élevé sur le marché.

Les joueurs qui ont participé cette année à l'effacement de leur empreinte climatique sont Saku Koivu, le capitaine, Jaroslav Halak, Mathieu Dandaneault, Roman Hamrlik, Patrice Brisebois, Guillaume Latendresse, Steve Bégin, Francis Bouillon, Maxim Lapierre, Alex Tanguay et Josh Gorges.

Il y a eu aussi une baisse d'intérêt pour cette initiative au sein de l'Association des joueurs de la Ligue nationale. Dans la première saison de participation au programme volontaire d'effacement de l'empreinte écologique de

notre sport national, quelque 570 joueurs sur les 620 membres de l'association avaient déboursé les 290 \$ qu'exigeait l'achat de crédits pour effacer les dix tonnes de CO<sub>2</sub>.

Mais cette année, la participation à ce programme volontaire a diminué sensiblement. Elle s'est en effet limitée à 420 joueurs qui ont accepté de déboursé 350 \$ chacun pour des crédits de dix tonnes. Le prix a augmenté en raison d'une demande de plus en plus forte à l'échelle mondiale pour des crédits certifiés.

Mais la participation de 420 joueurs à cette initiative de leur association et de la Fondation David-Suzuki pour la saison 2008-09 représente globalement une importante contribution à la lutte contre les changements climatiques, car elle permet de financer par d'autres projets sur la planète la soustraction de quelque 4200 tonnes de l'atmosphère terrestre. C'est l'équivalent des rejets annuels de 1400 petites voitures.

L'engagement des joueurs de la LNH dans la bataille du climat est une initiative d'Andrew Ferrence, un défenseur des Bruins de Boston. Un soir qu'il jouait dans l'Ouest canadien, on lui a demandé ce qui pourrait lui arriver de mieux sur place. Il a répondu que ce serait une rencontre avec l'écologiste David Suzuki. Ce dernier a entendu le commentaire et leur rencontre, qui a finalement eu lieu, a débouché sur le programme d'effacement des GES de l'association des joueurs.

Le porte-parole montréalais de la Fondation David-Suzuki, Karel Mayrand, n'est pas inquiet de la baisse de participation cette année. «beaucoup plus une question de conjoncture qu'un désengagement des

joueurs», dit-il. Il semble que la sollicitation a eu lieu lors d'une réunion où il y avait peu de participants, ce qui expliquerait le désengagement apparent des joueurs.

Dans d'autres sports, dit-il, c'est le club lui-même qui adopte une politique de carbo-neutralité. Ainsi, les Alouettes de Montréal ont acheté en bloc du groupe Planetair assez de crédits pour effacer la totalité des GES émis lors des déplacements du club.

Karel Mayrand rêve du jour où les joueurs de hockey, un sport né sur la glace, deviendront les «ambassadeurs de la lutte aux changements climatiques dans les écoles et les arènes», où ils expliqueraient les enjeux du problème et la manière dont chacun peut contribuer à sa solution afin notamment de préserver les glaces extérieures, sur lesquelles ce sport a pris naissance et où se pointe encore aujourd'hui une bonne partie de la relève.

Le Devoir



ARCHIVES REUTERS

## CONCOURS

## Les plaisirs ultimes de Québec

LE DEVOIR

en collaboration avec



HÔTEL CHÂTEAU LAURIER QUÉBEC

VIEUX-QUÉBEC • GRANDE ALLÉE • PLAÎNES D'ABRAHAM

Vous offre la chance de gagner un magnifique séjour dans la vieille capitale.

## LE FORFAIT INCLUT :

- 2 nuits d'hébergement/chambre de luxe avec foyer
- Petit plaisir Porto et chocolats à l'arrivée
- 2 soupers gastronomiques 5 services dans l'un de nos restaurants partenaires : Louis-Hébert, La Crémillère, Aux Anciens Canadiens, Café Sirocco
- 2 entrées au Musée National des Beaux-arts
- 1 tour de calèche avec interprétation historique
- 4 petits déjeuners de style buffet
- 1 duo-massage au Vivaldi-Spa
- Stationnement gratuit durant le séjour
- Une valeur de 1 350 \$



## POUR PARTICIPER

Prénom \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Province \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

Question : Quel est le nom de famille des administrateurs de l'hôtel?

Cochez si vous ne désirez pas recevoir la sollicitation du Devoir

Cochez si vous ne désirez pas recevoir la sollicitation de l'Hôtel Château Laurier Québec

## LE DEVOIR

Retournez à : Concours LES PLAISIRS ULTIMES DE QUÉBEC, 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 10 avril 2009 à 15h. Faites-nous parvenir les coupons de participation avant le 8 avril 2009 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe. Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées. Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir et sur [www.ledoit.com/concours](http://www.ledoit.com/concours)



Pour participer, surveillez la question du jour dans Le Devoir et faites-nous parvenir votre coupon de participation avant le 8 avril 2009 17h30 ou visitez le [www.hotelchateaulaurier.com/concours](http://www.hotelchateaulaurier.com/concours) et remplissez le formulaire en ligne.

## Abolition du registre des armes à feu

## Harper emprunte la voie du Sénat

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le gouvernement Harper est revenu à la charge afin d'abolir le registre des armes à feu. Il a déposé hier un projet de loi au Sénat, espérant que les choses iront plus vite qu'à la Chambre des communes.

Le projet de loi S-5 est identique à celui mis de l'avant par le gouvernement en 2006. Ce projet de loi n'avait toutefois jamais été soumis au vote, puisque le gouvernement minoritaire n'avait pas les appuis nécessaires auprès des partis d'opposition.

Les conservateurs n'ont pas davantage d'appuis au Sénat, où le Parti libéral est majoritaire. «On n'a aucune intention de l'appuyer», a d'ailleurs dit la députée libérale Mar-

ne Jennings, porte-parole de son parti.

Mais le ministre de la Sécurité publique, Peter Van Loan, espère tout de même que le projet de loi sera adopté au Sénat après des négociations. Ensuite, il devrait faire son chemin à la Chambre des communes. Le gouvernement affirme procéder ainsi pour accélérer les choses, puisque les comités de la Chambre sont débordés.

Les conservateurs veulent supprimer l'enregistrement obligatoire des armes de chasse ou à canon long. Le projet de loi ne touche pas les armes de poing ou prohibées, qui devront continuer d'être enregistrées dans un autre registre. Pour toutes les armes, un permis de possession serait encore obligatoire.

Les chasseurs et les ama-

teurs de tir sportif ont toujours voulu supprimer le registre, qu'ils jugent inutile et bureaucratique. En revanche, les corps policiers et les groupes de victimes estiment que les informations du registre sont très utiles. Le gouvernement du Québec veut aussi conserver le registre.

Si le projet de loi passe l'étape du Sénat et se rend aux Communes, le Bloc québécois s'y opposera.

Le NPD est quant à lui divisé sur le sujet, ce qui pourrait éventuellement aider les conservateurs, qui ont besoin de 11 votes pour atteindre leur objectif. Le porte-parole du NPD en matière de justice, Joe Comartin, a dit qu'il s'agirait d'un vote libre.

Le Devoir

## Soignez votre français

Un correcteur grammatical  
Dix grands dictionnaires  
Dix guides linguistiques

Antidote est l'arsenal complet du parfait rédacteur. Que vous rédigez une lettre, un courriel, un rapport ou un roman, cliquez sur un bouton et voyez s'ouvrir un des ouvrages de référence parmi les plus riches et les plus utiles jamais produits. Si vous écrivez en français à l'ordinateur, Antidote est fait pour vous.

Pour Windows, Mac OS X et Linux. Les guides et les dictionnaires d'Antidote sont aussi offerts sur l'iPhone. Pour les compatibilités, la revue de presse et les revendeurs, consultez [www.druides.com/antidote](http://www.druides.com/antidote).

DRUIDE  
Informatique  
[www.druides.com](http://www.druides.com)

Antidote

## LE MONDE

## La communauté internationale rappelle la nécessité du principe d'un règlement basé sur deux États

# Israël rejette les accords d'Annapolis et veut revenir à ceux de 2003

Le gouvernement israélien de droite de Benjamin Nétanyahou a pris ses fonctions hier, essayant aussitôt l'ire de l'Autorité palestinienne et un concert d'appels en faveur d'un État palestinien.

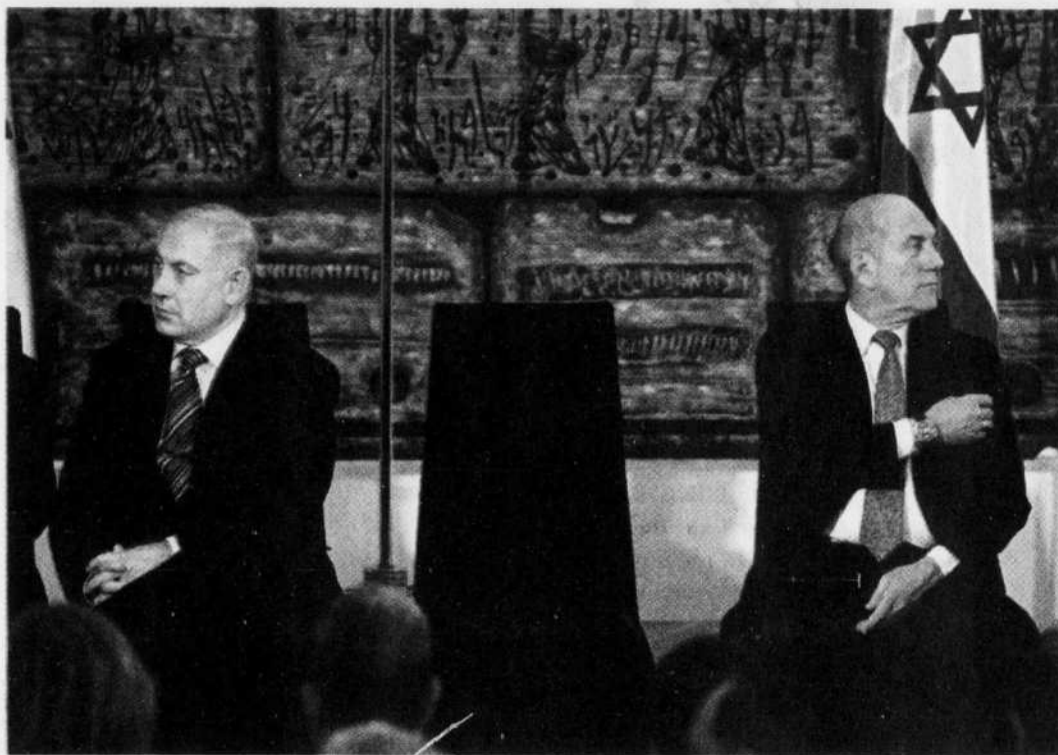
Jérusalem — Le nouveau chef de la diplomatie Avigdor Lieberman a effectué une mise au point hier, jour de la prise de fonctions du gouvernement Nétanyahou, affirmant qu'Israël n'était pas lié par le processus d'Annapolis qui a relancé les négociations avec les Palestiniens.

Un proche du premier ministre Benjamin Nétanyahou a dit que ces propos traduisaient assez largement l'opinion du nouveau premier ministre israélien, dont le gouvernement de coalition dominé par la droite.

«Il n'y a qu'un seul document qui nous lie et ce n'est pas la conférence d'Annapolis [...], seulement la Feuille de route», a déclaré le dirigeant d'extrême droite lors de la passation de pouvoir.

Les Palestiniens ont immédiatement dénoncé ces propos. Un conseiller du président Abbas, qui a participé à la conférence de paix d'Annapolis, dans le Maryland, sous l'égide de l'ex-président américain George Bush, a réclamaré que l'administration d'Obama se démarque sur-le-champ des propos de Lieberman. Ce qui fut fait.

«Nous continuons de penser qu'une solution à deux États, avec des Israéliens et des Palestiniens qui vivent côte à côte dans la paix et la sécurité, sert nos intérêts et ceux de la région», a aussitôt réagi un haut responsable accompagnant le président Barack Obama au sommet du G20 à Londres.



La question palestinienne est venue hanter la cérémonie de passation des pouvoirs hier, à Jérusalem, Benjamin Nétanyahou (à gauche) rompant avec la position D'éhoud Olmert.

### La Feuille de route

Lancée à l'été 2003, la Feuille de route est un plan de paix élaboré par le Quartette international pour le Proche-Orient (États-Unis, Union européenne, Russie et ONU) qui prévoit la création d'un État palestinien au côté d'Israël. Mais ce plan est largement resté lettre morte.

A Annapolis, fin 2007, le premier ministre israélien Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas avaient convenu de relancer les négociations de paix, à l'arrêt depuis sept ans, pour parvenir à un accord sur un État palestinien, comme prévu par la Feuille de route.

«Nous respecterons les accords signés par les précédents gouvernements et, bien que j'aie voté contre la Feuille de route, ce document ayant été adopté par le gouvernement israélien, c'est le seul que nous respecterons», a précisé M. Lieberman. «Nous suivrons précisément la Feuille de route, a déclaré hier poursuivi. Je n'accepterai pas de sauter des étapes. [...] Nous exigeons en échange du respect par Israël de chaque point que les Palestiniens fassent la même chose.»

Lors de son investiture mardi devant la Knesset, Benjamin Nétanyahou, dont le gouvernement s'appuie surtout sur des partis de droite et d'extrême droite, avait omis de parler d'un État palestinien.

Embarrassée, la communauté internationale a insisté hier sur la nécessité que le gouvernement israélien reconnaisse le principe d'un règlement basé sur deux États.

En Israël même, le président Shimon Peres a exhorté M. Nétanyahou à accepter le principe d'un État palestinien.

Ehoud Olmert, pour sa part, avait prévenu son successeur lundi : «Deux États pour deux peuples. Il n'y a pas d'alternative. Ça ne sert à rien d'essayer de jouer au plus fin. Ce qui est en jeu, c'est un compromis spectaculaire, douloureux et déchirant, mais nécessaire», lui a-t-il dit.

Après la rencontre, le président américain a dit espérer que ces pourparlers marqueront «le début de nouveaux progrès dans les relations russo-américaines». Semblant vouloir tourner la page des rapports tendus entre leurs prédécesseurs Vladimir Poutine et George W. Bush, les deux dirigeants ont annoncé une reprise des négociations sur le traité START-1, conclu pendant la guerre froide, et qui arrive à échéance à la fin de l'année.

«Après cette rencontre, je regarde le futur de nos relations avec optimisme», a déclaré le président russe.

Les deux responsables ont également indiqué leur intention de collaborer pour diminuer les tensions provoquées par le projet d'extension du bouclier antimissile américain en Europe de l'Est, que la Russie considère comme une menace.

Malgré la persistance des divergences sur ce projet, «nous avons discuté des nouvelles possibilités d'une coopération internationale mutuelle dans le domaine de la défense antimissile», ont indiqué les présidents.

«Ce n'était pas simplement une prise de contact, on a fixé un programme très ambitieux pour les relations russo-américaines», a observé un haut responsable américain, sous couvert de l'anonymat.

Le premier vice-premier ministre russe Igor Chouvalov a estimé que la rencontre n'avait «pas été [complètement] rose, mais positive».

Agence France-Presse

## Une nouvelle page des relations de leurs pays

# Obama et Medvedev remettent le compteur à zéro

Londres — Les présidents américain Barack Obama et russe Dmitri Medvedev ont fait montre de bonne volonté hier pour remettre à zéro les relations entre Moscou et Washington en annonçant le lancement de négociations ambitieuses sur une réduction de leurs arsenaux nucléaires.

Pour leur première rencontre, les deux leaders se sont également accordés pour augmenter la pression sur le programme nucléaire iranien, tandis que le président Obama a annoncé qu'il se rendrait à Moscou en juillet à l'invitation du Kremlin.

Après la rencontre, le président américain a dit espérer que ces pourparlers marqueront «le début de nouveaux progrès dans les relations russo-américaines». Semblant vouloir tourner la page des rapports tendus entre leurs prédécesseurs Vladimir Poutine et George W. Bush, les deux dirigeants ont annoncé une reprise des négociations sur le traité START-1, conclu pendant la guerre froide, et qui arrive à échéance à la fin de l'année.

### Optimisme

Le Traité de réduction des armes stratégiques (START-1) conclu en 1991 entre le président américain George Bush (père) et le président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev, prévoyait une réduction de 30 % des arsenaux stratégiques offensifs russes et américains.

«Après cette rencontre, je regarde le futur de nos relations avec optimisme», a déclaré le président russe.

Agence France-Presse

«Ce n'était pas simplement une prise de contact, on a fixé un programme très ambitieux pour les relations russo-américaines», a observé un haut responsable américain, sous couvert de l'anonymat.

Le premier vice-premier ministre russe Igor Chouvalov a estimé que la rencontre n'avait «pas été [complètement] rose, mais positive».

«Après cette rencontre, je regarde le futur de nos relations avec optimisme», a déclaré le président russe.

«Ce n'était pas simplement une prise de contact, on a fixé un programme très ambitieux pour les relations russo-américaines», a observé un haut responsable américain, sous couvert de l'anonymat.

Le premier vice-premier ministre russe Igor Chouvalov a estimé que la rencontre n'avait «pas été [complètement] rose, mais positive».

Agence France-Presse

## Washington réintègre le CDH

Washington — Les États-Unis ont annoncé hier qu'ils entendent briguer un siège au sein du Conseil pour les droits de l'homme, rompant avec la politique de la chaise vide observée par l'administration de George Bush à l'égard de cette institution de l'ONU.

«Les États-Unis brigueront un siège dès cette année [...] avec l'ambition de rendre cette instance plus efficace et de promouvoir la protection des droits de l'homme», a indiqué le département d'État dans un communiqué.

«Cette décision fait partie de la nouvelle ère d'engagement que souhaite l'administration Obama et elle vise en collaboration avec d'autres nations à améliorer la sécurité des intérêts américains», ajoute le communiqué.

Le conseil, qui est composé de 47 membres, est une institution intergouvernementale fondée il y a trois ans sous l'égide de l'ONU et basée à Genève.

Le CDH travaille à la défense des droits dans le monde, mais certains remarquent que ses membres ont surtout œuvré à épargner des critiques contre certains pays et ont injustement montré du doigt Israël.

La décision du gouvernement américain de siéger au CDH a été critiquée par les républicains, dont la représentante Ileana Ros-Lehtinen qui appartient à la Commission des affaires étrangères de la chambre américaine.

Reuters

### LES FORTIFICATIONS MODERNES

## 18 000 km de mur

La fin de la guerre froide, marquée par la chute du mur de Berlin il y a 20 ans en novembre prochain, allait donner naissance à un monde sans frontières. Allez-y voir. Outre que de nouveaux États sont apparus avec l'implosion de l'URSS, des milliers de kilomètres de murs frais — 18 000 pour être précis — ont été érigés à des fins de sécurisation frontalière.

GUY TAILLEFER

Vingt et un murs de sécurité ont vu le jour depuis le début des années 1990, de la frontière mexico-américaine à la Cisjordanie occupée en passant par les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au Maroc. Ils excluent, enferment, séparent, protègent. «La mondialisation n'a pas seulement échoué à démolir les murs, elle en a créé de nouveaux», affirmait hier le politologue marocain Abderrahim El Maslouhi dans le cadre d'un fascinant colloque sur «les murs en relations internationales» organisé, à l'abri de la grève des professeurs, par la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM.

La thèse néolibérale de la fin des frontières aura surtout été mise à mal par le choc du 11-Septembre. En fait, 17 des 21 murs bétonnés, barrières de sécurité et murs «virtuels» ont été construits dans les seules huit dernières années, dans le contexte, d'abord, de la «guerre contre le terrorisme», mais dans celui, aussi, de la lutte contre l'immigra-

tion clandestine et le trafic de drogue.

Les Chinois ont construit la grande muraille, les Romains le mur d'Hadrien. Deux mille

Les entreprises d'armement se reconvertaient afin d'adapter leurs produits à un ennemi qui n'obéit pas aux lois de la guerre conventionnelle

ans plus tard, les murs redeviennent depuis 2001, sous une forme autrement plus technologique, un instrument clé de la protection de la souveraineté nationale.

Aussi, ces fortifications modernes représentent-elles un marché en pleine expansion qui ne donne pas de signes d'essoufflement. La peur ne connaît apparemment pas la crise. Les grandes entreprises d'armement se reconvertaient afin d'adapter leurs produits à un «ennemi» qui n'obéit pas aux lois de la guerre conventionnelle. Au complexe militaro-industriel succède le complexe sécuritaire-indus-

riel, selon la formule de Julien Saada, chercheur à la Chaire: ce sont des firmes comme Lockheed Martin, GE, IBM et Panasonic qui développent des instruments de contrôle biométrique, construisent des drones et mettent au point des senseurs thermiques et des détecteurs de mouvement... A la clé, souligne M. Saada, ce virage donne lieu à une inquiétante privatisation de responsabilités de contrôle frontalière qui relève traditionnellement de l'État.

Le premier marché en importance est américain — évalué en 2006 à 45 milliards \$US. Israël est un autre gros joueur de l'industrie. On s'attend à un élargissement rapide du marché en Europe, en Inde et en Chine. Extrêmement critique du mur israélien construit autour de la Cisjordanie, l'Arabie saoudite caresse le gigantesque projet de planter une clôture de sécurité «intelligente» sur les 5000 km de sa frontière, histoire surtout de se protéger de l'Irak au nord. Un projet total de 12 milliards dont le groupe européen EADS a décroché fin 2008 une première tranche de 900 millions.

Le premier marché en importance est américain — évalué en 2006 à 45 milliards \$US. Israël est un autre gros joueur de l'industrie. On s'attend à un élargissement rapide du marché en Europe, en Inde et en Chine. Extrêmement critique du mur israélien construit autour de la Cisjordanie, l'Arabie saoudite caresse le gigantesque projet de planter une clôture de sécurité «intelligente» sur les 5000 km de sa frontière, histoire surtout de se protéger de l'Irak au nord. Un projet total de 12 milliards dont le groupe européen EADS a décroché fin 2008 une première tranche de 900 millions.

Le premier marché en importance est américain — évalué en 2006 à 45 milliards \$US. Israël est un autre gros joueur de l'industrie. On s'attend à un élargissement rapide du marché en Europe, en Inde et en Chine. Extrêmement critique du mur israélien construit autour de la Cisjordanie, l'Arabie saoudite caresse le gigantesque projet de planter une clôture de sécurité «intelligente» sur les 5000 km de sa frontière, histoire surtout de se protéger de l'Irak au nord. Un projet total de 12 milliards dont le groupe européen EADS a décroché fin 2008 une première tranche de 900 millions.

Le premier marché en importance est américain — évalué en 2006 à 45 milliards \$US. Israël est un autre gros joueur de l'industrie. On s'attend à un élargissement rapide du marché en Europe, en Inde et en Chine. Extrêmement critique du mur israélien construit autour de la Cisjordanie, l'Arabie saoudite caresse le gigantesque projet de planter une clôture de sécurité «intelligente» sur les 5000 km de sa frontière, histoire surtout de se protéger de l'Irak au nord. Un projet total de 12 milliards dont le groupe européen EADS a décroché fin 2008 une première tranche de 900 millions.

Le premier marché en importance est américain — évalué en 2006 à 45 milliards \$US. Israël est un autre gros joueur de l'industrie. On s'attend à un élargissement rapide du marché en Europe, en Inde et en Chine. Extrêmement critique du mur israélien construit autour de la Cisjordanie, l'Arabie saoudite caresse le gigantesque projet de planter une clôture de sécurité «intelligente» sur les 5000 km de sa frontière, histoire surtout de se protéger de l'Irak au nord. Un projet total de 12 milliards dont le groupe européen EADS a décroché fin 2008 une première tranche de 900 millions.

## Seize meurtres au Mexique

Ciudad Juarez — Seize nouveaux crimes portant la marque des cartels de la drogue ont été découverts hier dans le nord du Mexique, près de la frontière des États-Unis, et dans l'ouest du pays.

Les corps décapités et mutilés des deux hommes ont été trouvés débités dans plusieurs sacs de plastique dans l'État de Michoacan (ouest). L'un avait

les yeux arrachés, l'autre la langue coupée. Bras et jambes avaient été séparés des troncs. Un message accompagnant les sacs faisait état d'une vengeance entre deux groupes rivaux.

Le gouvernement mexicain a déployé plus de 36 000 militaires et policiers contre les cartels dans le pays.

Agence France-Presse

**MOTS ET MAUX DE LA POLITIQUE**

Suivez le carnet d'Antoine Robitaille, sur le site web du Devoir

[carnetsdudevoir.com/index.php/motsetmaux/](http://carnetsdudevoir.com/index.php/motsetmaux/)

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

# ÉDITORIAL

## LE CABINET NÉTANYAHOU

### Sans logique

Le cabinet présenté par le nouveau premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou est à la fois le plus hétéroclite et le plus pléthorique jamais formé. Il est aussi une provocation. En effet, l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman a hérité du ministère des Affaires étrangères. Cet homme à ce poste, c'est la version politique de l'éléphant dans le magasin de porcelaine.

**I**l n'aura pas fallu plus de 24 heures à Lieberman pour signaler, non sans brutalité d'ailleurs, qu'il était le nouveau patron de la diplomatie israélienne. C'est tout simple: selon son analyse, l'actuel gouvernement n'est pas lié par l'accord d'Annapolis signé en 2007 par Ehoud Olmert, prédécesseur de Nétanyahou, et Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, qui consacrait l'idée de deux États indépendants. On se souviendra que l'accord en question fut le fruit de pourparlers élargis aux membres de la Ligue arabe, à l'Union européenne et à la Russie. Pour faire court, mettons que Lieberman rejette aujourd'hui les efforts d'une ribambelle de nations.

En adoptant la posture du défi, Lieberman s'est invité, en quelque sorte, au sommet du G20 où les dirigeants, tous occupés à gommer leurs divergences sur des sujets très sensibles, se seraient bien passés de sa sortie intempestive. Toujours est-il que la délégation présidée par Barack Obama a renvoyé l'écho suivant: la finalité des discussions en cours est bel et bien deux États. Quant à la «Feuille de route» à laquelle Lieberman veut donner préséance, son émissaire, son responsable, soit Tony Blair, a précisé que son objectif était le même que celui d'Annapolis.

Si tonitruante que soit son intervention, elle n'est pas exempte d'enseignements sur la nature du 32<sup>e</sup> gouvernement israélien en 61 ans. Sa nature disparate devrait favoriser une multiplication d'initiatives signées par les électrons libres à l'image de Lieberman. Avant toute chose, il faut souligner que, pour satisfaire tout le monde et son père, Nétanyahou a divisé des ministères en deux. Résultat, son gouvernement comprend 30 ministres. Pour mémoire, on se souviendra qu'après avoir perdu son poste de premier ministre en 1996, Nétanyahou s'était promis de ne plus commander une large coalition. Il vient de se contredire.

Cela souligné, l'ex-ministre de la Défense, qui n'avait pas atteint tous les objectifs fixés à l'offensive dans la bande de Gaza en janvier dernier, a été reconduit. Il s'agit évidemment d'Ehoud Barak, également chef des travaillistes. Pour bien mesurer la fragilité de ce dernier, on mentionnera que seulement 55 % des délégués et députés de cette formation ont voté l'alliance avec le Likoud de Nétanyahou. Ensuite? Les ministres des Finances et de l'Éducation n'ont aucune qualification pour occuper ces postes. Le ministère de la Santé n'a toujours pas de titulaire, mais on compte six ministres sans portefeuille et sept vice-ministres. Bref, ce gouvernement présente tous les stigmates de l'auberge espagnole. Tellement que c'est à se demander s'il passera l'année.

En effet, avec une majorité aussi faible — 69 députés sur les 120 de la Knesset —, il serait étonnant que Nétanyahou termine son mandat. Mais au-delà de ça, il y a plus grave. Le fait que les uns et les autres acceptent de participer à un tel gouvernement alors qu'ils défendent des idées et des projets diamétralement opposés est d'une certaine façon un affront fait à la démocratie. Toutes les idées étant égales entre elles, à quoi sert-il de débattre? Ce gouvernement, c'est tout et son contraire. C'est celui des sophistes.

## ASSURANCE PARENTALE

### Un beau problème

**O**n voudrait nous faire croire que si le régime québécois d'assurance parentale s'enlise dans les déficits, c'est qu'il est victime de son grand succès. Ne l'oublions pas: il souffre aussi d'avoir été présenté comme un programme social révolutionnaire... qui n'allait rien changer.

Ce généreux régime, qui permet aux parents de s'occuper de leur bébé durant des mois sans s'appauvrir, fait un tabac. Toutefois, sa consécration coûte cher: Québec vient d'allouer 300 millions, alors que le programme devait s'autofinancer.

Il est heureux que le premier ministre Jean Charest n'envisage pas d'amputer le régime, en réduisant le congé, les prestations ou l'accessibilité. Il sabrerait la force de ce programme, écorchant le potentiel que des milliers de Québécois ont reconnu en s'y inscrivant.

On ne peut expliquer la hausse des naissances de 16 % depuis cinq ans par ce seul régime, mais l'engouement des papas pour le congé de paternité y est totalement lié! Quel résultat triomphant: en 2007, près de la moitié des prestataires étaient des hommes, une présence cinq fois plus grande qu'ailleurs au Canada.

Il est dommage qu'un si séduisant programme, campé sur un noble objectif social, soit ausculté comme un grabataire, sous le seul angle économique. Il est voué à un bel avenir, mais ses manitous l'ont propulsé comme s'il n'allait rien changer aux habitudes; comme si, en somme, il n'allait pas coûter un sou.

Créé en 2006, il devait coûter un milliard de dollars par année. La facture dépasse désormais les 1,5 milliard, et ce, malgré des hausses de cotisation de 15 % les deux dernières années. Une nouvelle hausse de 8 % est inévitable. Dans les garderies, qui «subissent» le même assaut des familles, le gouvernement contrôle les coûts en limitant le nombre de places. Mais les naissances échappent à la toute-puissance étatique! Une fois aux prises avec ce «beau problème», que faire, surtout à l'aube d'une crise financière qui coïncera l'État, les entreprises et les particuliers?

Le gel des tarifs réclamé par le Parti québécois reporterait les difficultés à plus tard: mauvaise idée. On pourrait sans vergogne renvoyer l'État à son devoir, celui de soutenir des politiques familiales qui ont tout pour faire son orgueil. Le choix de la famille, si onéreux soit-il dans l'immédiat, profitera dans l'avenir.

On pourrait aussi rappeler que les dernières hausses de cotisations de 7,5 % ont coûté 14 \$ de plus par année à un salarié empochant 40 000 \$, et 19 \$ à son employeur. Des sommes exagérées pour soutenir un programme qui renforce un taux de natalité faible en plus d'encourager les papas à une présence soutenue auprès des enfants? Certaines cotisations, dont celle-là, peuvent trôner fièrement sur un talon de paie.

La banqueroute de l'assurance parentale est le fruit d'une situation heureuse, ne l'oublions pas. Elle résulte aussi d'une improvisation gouvernementale malheureuse, d'autant plus qu'elle n'est pas inédite. Il semblerait que la construction d'une société qui mise sur la famille devra reposer sur un effort financier collectif.

[machouinard@ledevoir.com](mailto:machouinard@ledevoir.com)

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON

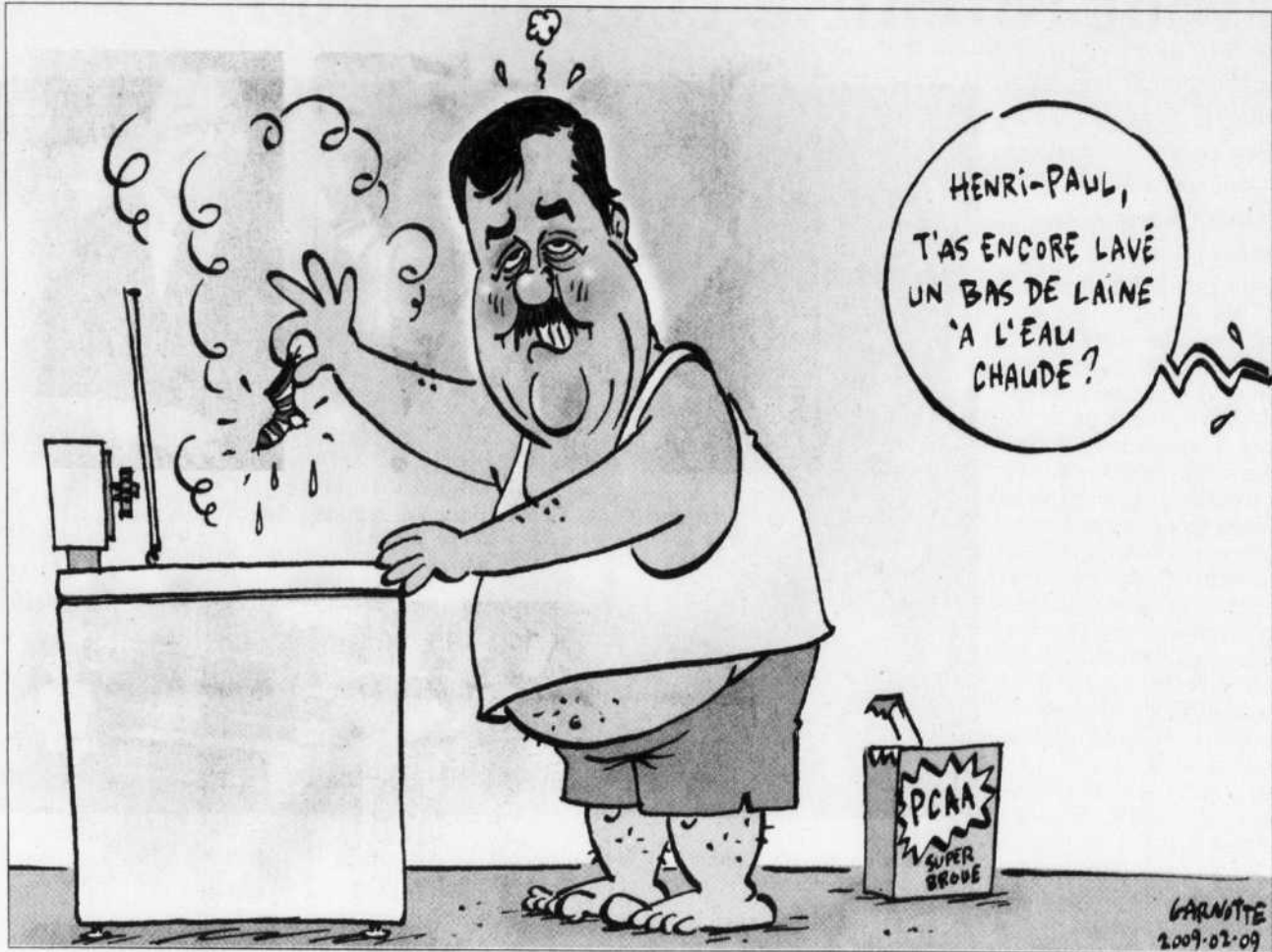
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



## LETTRES

### Un sens des priorités douteux

Il est pour le moins paradoxal de voir l'empressement avec lequel le gouvernement Charest s'apprête à faire passer la superficie des aires protégées québécoises de 8 % à 12 % d'ici 2015 alors qu'il travaille au même moment — et avec autant d'ardeur — à affaiblir la Loi de protection du territoire et des activités agricoles du Québec (LPTAAQ).

Est-il besoin de rappeler que seulement 2 % du territoire est cultivable, que bon an mal an les quelque 3000 demandes de dérogations de toute sorte viennent gruger 10 000 acres de ce patrimoine collectif? Tous les dix ans, c'est donc l'équivalent de l'île de Montréal qui disparaît à tout jamais.

À l'heure où les crises alimentaires se multiplient en raison de l'effet combiné de la disparition des terres arables et de l'accroissement de la population mondiale, on peut se demander si les choix de nos dirigeants ne sont pas empreints d'un manque flagrant de vision ou de courage politique. Il est en effet plus facile de protéger les forêts dans le nord du Québec que de défendre les terres fertiles autour de Belœil, Sainte-Julie ou Vaudreuil contre l'appétit vorace des développeurs de tout acabit. M. Charest devrait toutefois se rappeler que la terre ne nous est pas donnée par nos parents, elle nous est prêtée par nos enfants. [...]

Pierre Desranleau  
Chambly, le 31 mars 2009

### L'épicerie en français!

Pour aider les immigrants à mieux apprendre le français, pour leur vie en société et pour les aider à mieux s'intégrer dans leur milieu de travail, j'ai une petite idée pour Mmes St-Pierre et James: faites-leur faire l'épicerie et ensuite faites-leur lire les étiquettes des produits qui viennent de l'étranger, traduites, évidemment, parfaitement aussi bien en anglais qu'en français.

Voici un extrait de ce que l'on peut lire sur une courge poivrée de marque Big Chuy, provenant du Mexique, pour ce qui est du mode de cuisson: *Couper la courge dans à moitié. Enlever des semences et les fibres. Placer à l'envers dans la casserole peu profonde avec 1/4 eau de pouce. Préchauffer le four à 205 C. Cuit 35 minutes permettent la courge asperger le gèrement avec 1 cuillère à soupe de la confiture d'oranges et 1 cuillère à soupe de beurre le me linge de cuillère par-dessus le bord. Place 1 sous la grille 5 minutes ou brunir légèrement.*

En fait, pourquoi offrir des cours quand on a de si bons exemples pour bien parler français partout autour de nous? Avec les vitrines de plusieurs commerces, les menus de plusieurs restaurants, et plusieurs autres produits aux étiquettes si bien traduites, tout est là pour promouvoir un bon usage du français, non?

Antoine Caron  
Gatineau, le 31 mars 2009

### Le mépris de l'art

Il n'y a pas que le gouvernement de Ste-

phen Harper qui méprise les arts. L'entreprise privée aussi s'en mêle. Un soir de la semaine dernière, je fus atterrée en voyant à la télé une publicité de RONA, dont l'action se déroule dans un musée, lors d'une visite guidée dans une salle de tableaux anciens. Deux visiteurs zélés et gantés s'empresment de décrocher des œuvres pour aller porter la «vieille peinture» au recyclage dans les entrepôts de notre quinquennal national, sous les regards ébaubis du guide et des autres visiteurs.

Le symbole est fort. Est-ce à dire que toute «vieille peinture» est bonne à jeter? Ce qui fut conçu comme une blague, par les créatifs de la firme de pub pour transmettre le message «écologique» de leur client, dénote en fait le mépris profond porté à l'art (qu'il soit ancien ou contemporain). Pourquoi ne pas avoir montré les vieux pots de peinture à recycler? Mais non, c'eût été moins «punché». Est-il besoin de rappeler que l'art constitue un pan incontournable de notre patrimoine social, politique et culturel, qu'il n'est pas jetable et qu'il n'est pas un luxe? Mais 40 ans après le rapport Parent, 22 ans de Journées des musées montréalais, dix années de Journées de la culture et la tenue du Rendez-vous novembre 2007 — Montréal, métropole culturelle, il y a manifestement encore très loin de la coupe aux lèvres. À quand, entre autres actions de sensibilisation à l'art, des mesures de fréquentation des arts inscrites aux cursus pédagogiques par le ministère de l'Éducation pour contrer l'inculture et l'acculturation qui nous guettent?

Sylvie Lacerte  
Montréal, le 31 mars 2009

## LIBRE OPINION

### Pourquoi je n'apostasie pas

MARCO VEILLEUX  
L'auteur a dirigé l'ouvrage Transmettre le flambeau — Conversations entre les générations dans l'Église (Fides, 2008).

**P**our plusieurs catholiques dont je suis, les temps présents sont pénibles et tissés de douloureuses remises en question. Ce malaise trouve son origine dans la récente succession de controverses suscitées par de graves manques de jugement pastoral de la part de certains dirigeants de notre Église.

Sous les feux croisés de l'actualité, dans la profondeur intime de la conscience de quelques-uns et quelques-unes d'entre nous, se joue donc un véritable drame: celui de ne plus reconnaître notre foi, notre espérance et notre charité dans une certaine figure «médiatique» de l'Église. La tentation de désertir, de filer en douce ou avec fracas, peut alors devenir forte.

Dans ce contexte, certains ont choisi d'apostasier leur baptême. Je respecte et peux comprendre cette option. Elle n'est toutefois pas la mienne, ni celle de nombreux autres catholiques. En effet, si nous continuons à revendiquer notre appartenance au catholicisme, malgré notre désaccord profond avec certaines des prises de positions de ses dirigeants, c'est que depuis le concile Vatican II, nous avons pris au sérieux l'affirmation voulant que l'Église, c'est nous!

Avant le pape, les cardinaux et les évêques, l'Église, c'est l'ensemble des baptisés, ce «peuple de Dieu» en marche dans

l'histoire. À la suite de ce même concile, nous sommes intimement convaincus que les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes et des femmes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux et celles qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et qu'il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans notre cœur.

Certes, plusieurs ne comprendront jamais cette volonté indéfectible de demeurer dans l'Église catholique. Ils nous jugeront irresponsables, naïfs ou carrément aliénés... Je n'ai rien de mieux à leur rétorquer que ces propos tenus, en 1993, par M<sup>re</sup> Robert Lebel, à l'occasion des funérailles de Simone Monet-Chartrand (cette grande militante féministe, profondément chrétienne tout en étant profondément critique de l'institution catholique): «*Les croyants qui sont d'un incroyable sens critique envers l'Église, et inébranlables dans leur appartenance à cette même Église, sont les témoins dont elle a besoin pour progresser. Ces témoins sont d'autant plus efficaces qu'ils sont de l'intérieur. Ils sont de l'Église, ils sont l'Église qui s'autocritique pour replacer sans cesse sa double fidélité au Christ et au monde dans lequel il s'est incarné.*»

Voilà le défi qui se pose aujourd'hui à un bon nombre de catholiques: conjuguer, dans une tension féconde et jamais résolue, un incroyable sens critique envers l'Église et une inébranlable appartenance à cette même Église. Une telle position est dérangeante et inconfortable, mal vue autant à

«gauche» qu'à «droite», si ce n'est bêtement ridiculisée... Elle ébranle, en effet, la conception simpliste de l'Église qui réduit trop facilement cette dernière aux discours et aux pratiques de ses autorités officielles. Elle oblige à tenir compte du pluralisme qui traverse et dynamise l'institution ecclésiale, de même que de la grande diversité des engagements et des solidarités qui caractérisent ses membres.

Oui, je le confesse: il m'est impossible de quitter l'Église catholique depuis ce moment où j'ai saisi qu'au-delà de ses nécessités — mais souvent défailtantes — structures visibles, elle est, pour moi, une «terre natale». Lieu où j'ai été plongé dans la mort et la résurrection du Christ; lieu qui m'a vu naître à l'Évangile; lieu où l'Esprit m'appelle continuellement à la liberté du Royaume. Mémoire vivante de tout un peuple, le mien, cette Église est mon héritage inaliénable de baptisé. L'espace à partir duquel j'essaie, avec d'autres, de bâtir une société meilleure et où, comme nous l'affirmons à la fin du «Symbole de Nicée-Constantinople», j'attends la vie du monde à venir.

Lorsque la tentation de la rupture devient forte, je m'attache à ces vérités fondamentales. Je me souviens alors de ma responsabilité, de mon devoir et de mon droit de vivre, de parler et d'agir en cette Église qui est la mienne. Une Église à l'intérieur de laquelle, à l'image de la maison du Père, beaucoup peuvent trouver leur demeure (cf. Jean 14, 2). Voilà pourquoi, malgré tout, je n'apostasie pas.

## IDÉES

## G20 de Londres: un éléphant qui accouchera peut-être d'une souris

PHILIPPE C. MARTINE

Étudiant à la maîtrise en administration internationale à l'ENAP

Les chefs d'État des 20 pays les plus industrialisés se réunissent à Londres aujourd'hui à l'occasion du Sommet du G20 afin de faire le point sur l'économie mondiale, qui est durement affectée par une crise financière dont l'ampleur rappelle la Grande Crise de 1929. L'économie réelle semble de son côté s'effondrer dans la récession, elle qui montrait déjà des signes d'essoufflement à l'été 2008. En effet, les prévisions économiques révisées du FMI pour l'année 2009 prévoient un repli de l'économie mondiale de 0,5 à 1 % au courant de la prochaine année, ce qui constituerait un précédent après plus de 60 années de croissance ininterrompue à l'échelle internationale.

Le sommet du G20 sera donc l'occasion de coordonner les actions des grandes institutions financières internationales; de réguler les échanges internationaux, notamment auprès des organismes financiers; de favoriser une plus grande stabilité des prix des matières premières, surtout en matière énergétique et agricole; et enfin, de relancer l'économie mondiale en tenant compte des objectifs environnementaux et de développement durable.

## Exit au G7

En intégrant dans ses rangs les principaux pays émergents, le G20 — qui représente 90 % de l'économie mondiale — semble plus à même de faire apparaître des solutions concertées sur un échelle globale que le G7, qui a démontré au Sommet de Washington de novembre 2008 son incapacité à réunir autour de positions communes les principaux acteurs de l'économie mondiale.

C'est d'abord dans le cahier des charges des discussions de Londres qu'on perçoit cette volonté du G20 de devenir une table de discussion privilégiée du domaine économique. Les acteurs s'entendent d'emblée pour accroître les pouvoirs et les réserves monétaires du FMI — qui devraient donc passer de 250 milliards de dollars à 500, voire 750 milliards de dollars — afin de lui permettre de répondre de façon efficace aux demandes de crédits des États en difficulté.

Le FMI serait aussi doté de prérogatives plus étendues et se verrait confier les mécanismes «d'alerte précoce». C'est enfin la réforme du modèle de gouvernance de cette organisation, constituée de 185 États membres, qui est proposée de façon à refléter plus fidèlement l'émergence économique de plusieurs États devenus incontournables, qu'on pense seulement à la Chine, l'Inde et le Brésil. Les discours d'ouverture du nouveau président américain rendent ainsi possible l'évolution des quotas-parts et des droits de vote des pays émergents.

## Les cibles du G20

Essentiellement, deux propositions semblent faire consensus auprès des États membres du G20: la nécessité de réformer l'architecture financière mondiale; et la mise en place de vastes plans de relance qui seraient coordonnés à l'échelle internationale de façon à assainir le système bancaire et à relancer le crédit auprès des entreprises et



Le président français, Nicolas Sarkozy, semble confier un secret à la chancelière allemande Angela Merkel.



Le président chinois, Hu Jintao, le premier ministre britannique, Gordon Brown, et la reine Elizabeth.



Avec une évidente fierté, un bobby serre la main que lui tend le président américain, Barack Obama, à son arrivée au 10 Downing Street.

des contribuables. Toutefois, les Européens et les Américains ne s'entendent pas sur la priorité à accorder à chacune de ces mesures.

Les Européens proposent la création d'un organe de surveillance des marchés financiers. Les autorités s'entendent d'abord pour cet organisme, qui veillerait à détecter les bulles spéculatives dans les domaines du crédit et du marché des actifs, soit doté des outils financiers et légaux pour les faire éclater au moment opportun.

En second lieu, les autorités s'attendent à ce que les institutions bancaires gèrent mieux les risques en augmentant leurs réserves de liquidité

et leurs ressources en capital de façon à ne plus devoir être secourues dans l'éventualité d'une autre crise financière. Les autorités souhaitent aussi un resserrement de l'éthique d'entreprise, en les invitant à revoir leurs pratiques de rémunération des cadres de direction. Enfin, les pays veulent serrer la vis aux États pratiquant le secret bancaire, au premier rang desquels on retrouve la Suisse, le Liechtenstein et la Belgique.

## Effets de la spéculation

C'est dans cet esprit que la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le

développement) recommande de limiter la financiarisation des produits agricoles et des produits de consommation de base. En effet, la spéculation a fait grimper les prix des produits de base à des sommets inégalés en 2008, provoquant même des émeutes de la faim.

La CNUCED évoque enfin l'idée d'interdire la spéculation sur les monnaies de façon à protéger le crédit des États en développement: «Des dispositions multilatérales doivent être prises en matière de taux de change; elles doivent empêcher les fluctuations brusques et importantes qui peuvent mettre les économies en danger», avise Heiner Flassbeck, de la CNUCED.

## Plan américain

L'entente franco-allemande proposant une réforme du système bancaire, les pays anglosaxons préfèrent l'accent sur des initiatives favorisant la reprise économique. Le président américain Barack Obama a d'ailleurs pris une initiative en ce sens, en proposant un vaste plan de relance de l'économie américaine estimé à 5,6 % du PIB américain. Un plan que Joseph Stiglitz et Paul Krugman, deux Prix Nobel d'économie, jugent pourtant «trop faible».

Le plan se décline en plusieurs points: il prévoit d'abord l'injection d'argent public dans le système financier de façon à rescaper les banques en difficulté à partir d'une enveloppe budgétaire de plus de 700 milliards de dollars. Il entend aussi favoriser la consommation des particuliers grâce, entre autres, à des incitatifs fiscaux. Il veut enfin soutenir l'emploi en mettant de l'avant des chantiers d'infrastructure de plusieurs dizaines de milliards de dollars, ces investissements colossaux devant aider au développement de projets touchant à l'énergie renouvelable, de façon à renouveler le parc énergétique américain.

## Échec en vue?

Les analyses portant sur le plan de relance du président Obama sont toutefois teintées de perplexité. L'économiste en chef du FMI, le Français Olivier Blanchard, «trouve le plan américain peu clair, notamment dans les méthodes d'évaluation des actifs toxiques et le traitement des banques insolubles». Ensuite, les investissements directs des partenaires européens — qui ne représentent que 1,5 % du PIB européen tant sur le plan communautaire que national — semblent faire défaut et pourraient, à terme, affecter la reprise.

Par conséquent, les recommandations du FMI soutiennent l'idée voulant que les pays européens «devraient [en] faire plus, pour contribuer à une demande soutenue en 2010», en injectant au moins 2 % de leur PIB dans le circuit économique. Le président américain a lui aussi exprimé le souhait de voir de telles initiatives poursuivies par l'Union européenne. Les chefs d'État européens disent toutefois préférer constater les effets des premiers plans de relance, que la chancelière Angela Merkel juge «suffisants».

Enfin, le président français Nicolas Sarkozy, qui menace d'user de la stratégie de la chaise vide en cas de désaccord, laisse déjà planer la possibilité d'un échec des pourparlers du G20. Devant une telle éventualité, les risques d'enlèvement sont plausibles et font craindre l'aggravation de la récession en dépression, avec les symptômes qu'on lui connaît, soit la déflation, le chômage, la pauvreté et les troubles sociaux.

## La nomination de Michael Sabia est une erreur historique

BERNARD DRAINVILLE

Député du Parti québécois dans Marie-Victorin

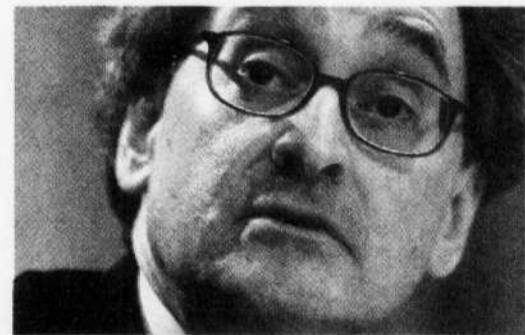
Le premier ministre Jean Charest a décidé de maintenir sa décision de nommer Michael Sabia p.-d.g. de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Il s'agit d'une erreur grave. Peut-être la pire qu'ait commise M. Charest depuis son élection en 2003, ce qui n'est pas peu dire.

La nomination de Michael Sabia pourrait avoir des conséquences incalculables sur l'économie du Québec, sur la protection de nos dépôts sociaux, sur notre capacité d'être maîtres chez nous, bref, sur notre souveraineté économique. De l'ADQ à Québec solidaire en passant par d'anciens membres du conseil d'administration de la Caisse et des sources anonymes au sein même du PLQ, les Québécois sont, à juste titre, consternés par l'erreur aux proportions historiques que vient de commettre leur gouvernement.

L'affaire est tellement grosse qu'il faut se demander si Jean Charest ne s'est pas donné pour mandat de démanteler le Québec inc. avant de quitter le poste de premier ministre.

## Rendement optimal

Pour le Parti québécois, la Caisse a deux mandats, tout aussi importants l'un que l'autre: offrir le meilleur rendement possible à ses déposants et aux retraités du Québec et participer au développement économique du Québec. Pour Jean Charest et son gouvernement, il semble que seul le rendement importe. L'endroit où l'argent de la Caisse est investi n'a pas d'importance, même s'il est ici question



Michael Sabia

de l'épargne collective des Québécois.

C'est cette doctrine du rendement optimal qui a mené la Caisse à investir autant d'argent dans le papier commercial ou dans des projets douteux, comme celui de l'aéroport d'Heathrow à Londres. Dans ce dernier cas, la Caisse a investi deux milliards de dollars qui ne valent plus rien maintenant. Pourtant, rien ne démontre que l'investissement chez nous, au Québec, serait moins rentable qu'ailleurs dans le monde. Bien au contraire.

## Le rôle de la Caisse

Michael Sabia se disqualifie comme p.-d.g. de la Caisse lorsqu'il refuse de s'engager à protéger Bombardier et les autres grandes entreprises québécoises qui ont leur siège social au Québec. À ce sujet, Michael Sabia, le jour de sa nomination, répondait en conférence de presse: «Je pense que ces décisions sont prises par ces sociétés et moi

je ne suis pas convaincu que c'est même possible pour la Caisse d'avoir un rôle déterminant dans ces décisions. Ces décisions, d'ordinaire, sont dirigées par d'autres choses dont je suis pas certain que c'est vraiment le rôle de la Caisse [sic].»

Pas «possible» pour la Caisse «d'agir»? Pas «certain» que «c'est vraiment le rôle de la Caisse» de maintenir au Québec le siège social de la Banque Nationale, de Bombardier ou de BCE? Qu'est-ce que c'est que cette foutaise? Mais alors, dites-moi, qui va protéger SNC-Lavalin? Et Jean Coutu? Et Couche-Tard? Et Cascades? Et l'Industrielle Alliance? Et CGI? Et Cossette? Et Métro? Et tous les autres fleurons du Québec inc. qui ont leur place d'affaires chez nous et qui pourraient faire l'objet d'offres d'achat hostiles dans l'avenir?

Sans compter Quebecor. Est-on conscient qu'à titre de p.-d.g. de la Caisse, Michael Sabia devient maintenant le patron du plus gros actionnaire de Quebecor Média (outre la famille Pélaudeau)? Hier encore, il en était l'un des principaux concurrents, à titre de p.-d.g. de BCE. Le jour où Rogers — ou un autre concurrent torontois ou étranger — voudra acquérir Quebecor (ce qui veut dire notamment le réseau TVA), qu'aura à dire M. Sabia? Est-ce qu'il protégera la propriété québécoise du groupe? Ou deviendra-t-il complice de la vente de cette entreprise de chez nous à des intérêts n'ayant aucune sensibilité à la culture et l'identité québécoises?

## Compétence et nomination

Le choix de Michael Sabia est d'autant plus contestable que son parcours dans le monde des affaires a été tout sauf étincelant. Son seul véri-

table fait d'armes a été la transaction avortée entre Bell et Teachers, qui aurait eu pour résultat d'achever le déménagement du siège social de BCE de Montréal à Toronto.

De plus, alors que la Caisse a besoin d'un président qui connaît le placement et la gestion du risque, Michael Sabia n'a aucune expertise reconnue en ces domaines. Et on n'a pas encore parlé du processus totalement vicieux qui a mené à sa nomination! Imaginez! Michael Sabia a été le seul candidat à être reçu en entrevue par le comité de sélection de la Caisse. Comme s'il était la seule personne dans tout le Québec à avoir les compétences pour occuper le poste. Ou à en avoir assez pour mériter une entrevue!

## Décision politique

Cette décision sent la politique à plein nez. En nommant un fédéraliste notoire, ex-membre influent du Conseil privé du Canada et ex-membre du Conseil de l'unité canadienne, Jean Charest consolide l'influence de ceux qui ne veulent pas d'un Québec trop fort. Qui le veulent petit, docile, résigné à sa condition provincialiste. Est-ce la première étape menant au démantèlement de la Caisse en plusieurs entités? Pour affaiblir encore plus le navire amiral du Québec financier et économique? Pour nous affaiblir encore plus, collectivement?

Il y a dans cette décision du premier ministre quelque chose qui ressemble à une trahison et une démission de ce qui devrait être son premier devoir: la défense des intérêts supérieurs de la nation québécoise. Nous n'avons pas fini de payer pour sa réélection.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sport), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Mykes (jeux et faits de société), Louise-Maude Rioux-Saucy (santé), Alexandre Shickel (général), Philippe Pagnoux (pupitre), information politique: Michel David (économique), Hélène Buzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle: Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumas (correctrices); Benoît Mungier (responsable du site Internet); Émilie Fallois-Boivin et Vincent Cauchy (copistes Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciale (Québec), Monique Bherer (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bosse, Manon Boillard, Marlene Côté, Richard Doungama, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Berube (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Bellevue (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# ACTUALITÉS

## BILAL

SUITE DE LA PAGE 1

Le décor est surréel, mais il est aussi le terrain de jeu que s'est donné le bédéiste Enki Bilal pour construire sa 25<sup>e</sup> bande dessinée en carrière. Intitulée *Animal'z* (Casterman), l'œuvre, en rupture totale avec *La Tétralogie du monstre* — sa précédente aventure en quatre actes —, se veut une ode à la planète, sur fond d'écologie, d'eau, de mutants et de western. Parce qu'il y a urgence, estime cette grosse peinture du 9<sup>e</sup> art.

«Je continue de créer en fonction du monde dans lequel je vis», résume à l'autre bout du fil l'homme derrière *La Femme piège*, *Bleu sang*, *Partie de chasse*, *Le Sommeil du monstre*, qui distille d'ordinaire ses rencontres médiatiques avec une retenue inversement proportionnelle à la folie de ses univers. *Le Devoir* l'a contacté à Paris la semaine dernière pour disséquer avec lui ce nouveau récit écologiquement engagé, qui sort officiellement au Québec la semaine prochaine.

«Avec *Animal'z*, je pose un regard effaré sur le monde, dit-il. Oui, je suis très préoccupé par l'ampleur des dégâts que l'on a fait subir à notre planète. Si on analyse le XX<sup>e</sup> siècle, on peut d'ailleurs facilement parler de crime contre la planète. Aujourd'hui, une vision planétaire s'impose. C'est ça qui m'a guidé et c'est le grand sujet qui devrait tous nous préoccuper, à commencer par nos politiciens, qui vont certainement être les derniers à prendre conscience du danger.»

Le diagnostic est bien sûr très sombre. Mais pour Bilal, il a surtout été l'étincelle nécessaire pour imaginer, sur 100 planches, l'après. L'après-drame, l'après-cataclysme qui va normalement appeler à la réorganisation des espèces épargnées par les dérèglements climatiques et imposer la reconstruction d'une planète placée devant un nouveau départ. L'aventure met en vedette Ana Pozzani, Ferdinand Owles, Frank Bacon, un robotisme en forme de homard volant, des «packs de compression» qui permettent de passer du stade humain à celui de dauphin, et une destination incertaine: un détroit que l'on dit



Enki Bilal

pourtant contaminé.

«Je ne voulais pas dessiner la destruction, mais plutôt la reconquête», explique le bédéiste, qui aime explorer depuis ses premiers pas dans l'univers de la bédé les mêmes obsessions: le dérèglement des choses et le dysfonctionnement du monde. «Le pire, je l'ai fait et exprimé dans *La Tétralogie du monstre* [il y était question de Sarajevo, de trois orphelins séparés à la naissance, de guerre civile, d'obscurantisme...]. Je n'ai plus envie de recommencer des histoires pareilles, qui sont lourdes à porter. J'avais un problème à régler avec moi-même. Je l'ai fait. Là, j'ai voulu m'aérer la tête et renouer surtout avec le dessin.»

Ce dessin, au service d'un récit anormalement linéaire pour ce créateur atypique, donne dès les premières pages le ton d'un western futuriste et «planétologique» où l'optimisme va trouver sa voie, sur des étendues d'eau salée et de banquises en mouvement. «Le western, ça me paraissait l'univers le plus cohérent avec cette histoire», dit Bilal. Après un cataclysme, les humains vont se retrouver face à la même réalité que ceux qui sont partis un jour à la conquête de l'Ouest sur le continent américain. Ils vont devoir composer avec l'inconnu d'une nature qu'ils ne connaissent plus, mais aussi cohabiter avec des autochtones — dans ce cas-ci, ce sont les animaux en train de se réorganiser — sans jamais arrêter leur progression.»

L'étrange épopée d'*Animal'z* respecte d'ailleurs les codes de cette mythologie alimentée à une autre époque et dans un autre format par les Leone, Ford, Hawks, Lang, Vidor et compagnie. On y retrouve une belle galerie de personnages à la psychologie ébauchée qui dévoilent des tranches de vie sans trop se livrer, comme ces deux cowboys de «l'après» montés sur des chevaux-zèbres et qui communiquent par citations de Théophile Gautier, Shakespeare, Flaubert, Nietzsche, Ramon Gomez de la Serna, Schopenhauer et les autres. «Ils représentent ce que l'être humain a produit de plus beau au cours d'une civilisation qui a disparu», commente Bilal. Ils ont l'élégance suprême de la pensée, de la culture, du verbe, mais aussi une grande lucidité, si grande qu'elle en devient presque nihiliste. Et ils vont jouer leur vie avec ça.»

Techniquement livrée sur un papier gris bleuté «pour donner plus de volume et de mystère au dessin», avoue l'auteur, et pour faire ressortir le blanc afin de «rehausser l'atmosphère de froid, de brume, de neige», l'aventure va toutefois au-delà du divertissement à l'esthétique recherchée. Elle expose aussi par l'entremise d'une trame narrative conséquente «une situation que l'on ne veut pas regarder en face», poursuit Bilal qui, avec son coup de crayon reconnaissable entre mille, espère finalement donner le ton d'un changement. «Si on devenait tous des planétologues, ce serait formidable.»

Et il ajoute: «C'est le rôle des artistes de s'engager. Il faut donner à voir ce qui nous préoccupe.» Une mission que le bédéiste souhaite encore se donner d'ailleurs dans deux autres albums placés eux aussi sous le signe du jour d'après et de la reconstruction d'une planète. Bien sûr, la «valeur argent», dit-il, n'y aura plus cours, anéantie par une crise financière, mais surtout par ce désastre écologique dont la désolante finalité inspire certainement ce créateur hors normes de bulles et de paysages torturés.

Le Devoir

## G20

SUITE DE LA PAGE 1

de ces pays. «Les États-Unis ne sont pas contre un resserrement de la régulation, au contraire. Les Européens sont d'accord, aussi, pour faire leur part afin de relancer l'économie. Leurs politiques sociales en font déjà un bon bout. Les discussions de dernière minute ont surtout porté sur l'établissement ou non d'objectifs chiffrés et sur le niveau d'ambition de ces objectifs.»

### Sommet économique et diplomatique

Les participants à la réunion du G20 auront de quoi s'occuper aujourd'hui (voir autre texte en page B 1). Outre les problèmes de la relance économique mondiale et du renforcement de la régulation du secteur financier, ils doivent aussi discuter de la lutte aux paradis fiscaux, de la rémunération des dirigeants des institutions financières, de l'augmentation de la capacité financière du Fonds monétaire international (FMI) à venir en aide aux pays en développement, sans parler du rejet du réflexe protectionniste.

Il est à parier que les policiers chargés de la sécurité pendant l'événement seront aussi très occupés. Hier, environ 4000 manifestants ont défilé dans les rues du quartier financier de Londres en scandant des slogans tels que: «Contre l'inflation: mangez les riches!» Largement pacifiques, les manifestations ont donné lieu à quelques accrochages avec les milliers de policiers dépêchés sur place (voir autre texte en page B 1).

La journée d'hier a également permis une série de rencontres bilatérales entre les participants au Sommet. Le président Obama en a profité notamment pour rencontrer pour la première fois son homologue russe, Dmitri Medvedev (voir autre texte en page A 5). Il s'est aussi entretenu avec le président chinois, Hu Jintao. La rencontre a permis de prendre rendez-vous pour une prochaine visite de Barack Obama en Chine au cours de la seconde moitié de l'année. Les deux dirigeants ont convenu de «renforcer les liens à tous les niveaux», de l'économie à la lutte au terrorisme, et d'accroître la concertation sur des questions de «non-prolifération nucléaire» et «tous les autres sujets de sécurité nationale». Les deux pays se sont aussi promis de «reprennent le dialogue sur les droits de l'homme aussi vite que possible».

Principale puissance économique émergente,

la Chine s'est faite relativement discrète hier à Londres. «Franchement, cela m'étonne un peu, a confié au *Devoir* l'experte Jenilee Guebert. On aurait pu s'attendre, par exemple, à ce qu'elle rappelle l'importance de lui faire une plus grande place au FMI. On les entendra peut-être plus tard.»

### D'autres réunions à venir

Le Canada a aussi fait entendre sa voix. Le premier ministre Stephen Harper a dit douter que les Américains et les pays émergents acceptent de se soumettre à un régulateur mondial en matière financière. Il a proposé, comme solution intermédiaire, que chaque pays ait ses propres régulateurs, mais que ceux-ci soient soumis ensuite à des mécanismes de contrôle internationaux. Il a aussi pressé les pays de consacrer plus de moyens à la relance économique mondiale, même au risque d'en faire trop.

L'Organisation de coopération et de développement économiques a rappelé, mardi, que le monde était en proie à sa plus grave crise économique en un demi-siècle. Le club des pays industrialisés a prédit à ses membres un recul moyen de 4,3 % de leurs économies, cette année, et la stagnation en 2010. Le FMI prévoit, pour sa part, que l'ensemble de l'économie mondiale accusera cette année sa première décroissance depuis la Seconde Guerre mondiale, avec un taux de -0,5 % à -1 %.

Créé il y a une dizaine d'années à l'initiative de Paul Martin, alors ministre canadien des Finances, le G20 est resté un forum de ministres des Finances jusqu'à l'éclatement de la crise actuelle et à la tenue d'une première rencontre de ses chefs de gouvernement, à Washington, à la fin du mois de novembre. Outre les pays du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et Russie), le G20 a aussi pour membres l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Mexique, la Turquie et les émissaires de l'Union européenne.

«Cette réunion, à Londres, ne sera pas la dernière, a prédit hier Jenilee Guebert. Elle est une étape d'un processus qui sera plus long. On peut être sûr qu'il se tiendra une autre réunion du G20 d'ici la fin de l'année.» Plusieurs pays ont d'ailleurs déjà donné des signes d'intérêt pour son organisation, a-t-elle dit, dont l'Italie, la Corée du Sud, le Japon, et la France.

Le Devoir  
Avec l'Agence France-Presse, La Presse canadienne et Reuters



Ce lévrier irlandais, une des mascottes de la garde d'honneur de Sa Majesté la reine Elizabeth II, semblait plutôt indifférent au défilé des chefs d'État qui ont effectué une visite à Buckingham Palace hier, à la veille de l'ouverture du sommet du G20.

peu de plaintes, ce qui semble contradictoire par rapport aux perceptions négatives véhiculées sur la place publique. «Il est donc difficile pour le Service de police de Montréal de faire la part des choses entre les cas réels et les rumeurs. En l'absence de plaintes formelles, il est difficile d'apporter les correctifs nécessaires», constatent les membres du chantier Prévention et sécurité publique, qui regroupe à la fois des représentants de la Ville de Montréal, du SPVM, du ministère de la Sécurité publique, du milieu scolaire et du monde communautaire.

Le rapport du chantier ne passe pas sous silence les carences dans l'encadrement de certains jeunes issus de familles dysfonctionnelles. Dans le schéma classique d'une famille monoparentale au sein de laquelle la mère doit travailler de longues heures et le père est absent, un jeune laissé à lui-même devient de facto une cible de choix pour les gangs de rue, une source bien réelle de peur et de préoccupation à Montréal-Nord. Pour remédier à ce manque d'encadrement, le chantier Prévention et sécurité publique suggère d'offrir des services aux jeunes «dans un continuum couvrant toutes les périodes de la vie», de la petite enfance à l'âge adulte, durant l'année scolaire tout comme la saison estivale, pendant et après les cours.

Le sort des jeunes et celui des familles et des aînés ont fait l'objet de rapports de deux chantiers distincts. La pauvreté sociale et matérielle des familles, la faim, la violence, la sous-stimulation des enfants d'âge préscolaire, l'isolement des aînés, la consommation élevée d'alcool et de drogue chez les jeunes, le décrochage scolaire, l'hypersexualisation des filles et les grossesses précoces constituent autant de freins à l'essor de la collectivité.

A cet égard, les chantiers déplorent le sous-financement chronique des organismes communautaires et le manque d'infrastructures publiques (parcs, espaces verts, places publiques, etc.) à Montréal-Nord. Le chantier Aménagement et équipements collectifs propose d'ailleurs de reconfigurer le quadrilatère formé par la rue Pascal, le boulevard Rolland, le boulevard Henri-Bourassa et l'avenue Desy, qui regroupe cinq écoles et 5000 étudiants. C'est un véritable «campus» qui devrait être aménagé, avec places publiques, promenades piétonnières, piste cyclable et équipements sportifs et culturels.

Les recommandations et le rapport des chantiers de Montréal-Nord feront l'objet d'une présentation détaillée, cet après-midi en conférence de presse.

Le Devoir

## RÉVOLTE

SUITE DE LA PAGE 1

un malaise profond chez une part importante de la population de Montréal-Nord», constatent les 15 membres du chantier Prévention et sécurité publique, l'un des huit chantiers lancés par le maire de Montréal, Gérald Tremblay, dans la foulée de l'émeute qui a suivi la mort du jeune Villanueva.

Ce malaise, associé à la pauvreté concentrée dans certains quartiers sensibles de l'arrondissement (dont le nord-est), n'est pas près de se dissiper. «Si, autrefois, le sentiment d'exclusion était vécu individuellement, il est de plus en plus ressenti collectivement par des groupes de citoyens de Montréal-Nord, en particulier les membres des minorités visibles ou les résidents des secteurs sensibles. Les expressions de frustration, de colère et de révolte qui en découlent prennent ainsi une ampleur qui continue de s'accroître», explique le rapport du chantier Prévention et sécurité publique.

«Les enjeux de sécurité doivent être considérés sur la base de valeurs de justice, d'équité et de paix. Un groupe de citoyens qui estime être systématiquement victime d'injustice ou d'exclusion va être amené à considérer les mesures de sécurité publique comme des actions qui maintiennent cette situation, répriment les revendications d'égalité et accentuent le niveau de violence plutôt que de l'apaiser», enchaîne le document.

S'il est vrai que la plupart des policiers accomplissent leur travail convenablement, il n'en demeure pas moins qu'une minorité de patrouilleurs font preuve «d'attitudes et de comportements inappropriés», entre autres le profilage racial, le manque de respect et le tutoiement.

Ces patrouilleurs sont ramenés à une obligation élémentaire: faire preuve de discernement. «Il ne faut pas mettre tous les jeunes dans le même sac et aborder différemment les jeunes qui se livrent à la délinquance plus «légère». Il s'agit dans ce cas de miser sur la prévention et la réinsertion sociale, mais surtout d'offrir aux jeunes l'accès à des lieux, des équipements et des activités valorisantes et stimulantes», écrit-on.

En revanche, les doléances de la population de Montréal-Nord sont difficiles à cerner pour les autorités. Est-ce par méfiance, indifférence ou ignorance? Toujours est-il que les citoyens déposent

## CHU

### Le vérificateur général s'inquiète du financement du CHUM et de Sainte-Justine

SUITE DE LA PAGE 1

disent qu'en tout temps, une saine gestion immobilière demande que l'on ait un arrimage synchronisé de [ces] trois dimensions», a indiqué M. Lachance lors d'une conférence de presse. «À l'été 2008, on a eu, je dirais, une désynchronisation.»

Le vérificateur général a critiqué le fait qu'un appel de propositions ait été lancé par le CUSM en décembre alors que son budget adopté en 2006 ne tenait plus et qu'un nouveau budget n'avait pas été autorisé par le gouvernement. La même chose risquait de se produire pour le CHUM. Mais voilà, après avoir pris connaissance du rapport sévère du vérificateur, le gouvernement a décidé d'annoncer en grande pompe, lundi dernier, l'appel de propositions pour le projet du CHUM ainsi que le nouveau budget qui passe à 2,5 milliards, le même chiffre apparaissant dans le rapport. Il s'agit d'une hausse de 1,1 milliard par rapport au budget adopté en 2006 par le gouvernement Charest, soit un écart considérable de 81 %. Yves Bolduc a confirmé, hier, que le conseil des ministres adopterait d'ici quelques jours un décret pour confirmer ce budget. Le vérificateur a salué cette initiative: mieux vaut tard que jamais.

Renaud Lachance se montre tout aussi critique qu'il l'était en 2006 à l'égard de la gouvernance à deux têtes des projets de CHU, soit un directeur exécutif responsable des coûts et de l'échéancier et les directeurs généraux des CHU qui s'occupent de définir les besoins, ce qu'on appelle le plan fonctionnel et technique (PFT). «C'est une structure de gouvernance qui ne favorise pas l'efficacité des travaux» et génère des risques, juge-t-il. Et la présence d'une troisième tête dirigeante, le président de l'Agence des partenariats public-privé, vient compliquer les choses.

Nommé à la fin de juin 2008, Yves Bolduc s'est heurté dès le mois d'août au refus du D<sup>r</sup> Gaëtan Barrette, le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) d'approuver le PFT du CHUM. «Le D<sup>r</sup> Barrette est allé à la télévision puis il a déchiré le dossier du CHUM», a rappelé M. Bolduc dans un point de presse. Le PFT adopté en 2007 par son prédécesseur, Philippe Couillard, ne faisait plus l'affaire. Le nombre de lits est passé de 700 à 772, les salles d'opération, de 30 à 39, et les médecins ont obtenu chacun leur bureau. Il fut aussi décidé de démolir l'hôpital Saint-Luc pour le rebâtir à neuf.

De la hausse de deux milliards des coûts pour les trois projets de CHU, une somme de 556 millions, ou 28 %, vient des changements apportés aux projets et un montant de 572 millions, soit la même proportion, est lié à l'inflation. Les projets étant retardés, ils coûtent plus cher. La part du lion, soit 891 millions, ou 44 %, est imputable à une réévaluation des contingences (les imprévus), à une provision pour risques imposée par l'Agence des PPP et à d'autres ajustements non précisés. Le coût du projet du CUSM passe à 2,22 milliards, soit 743 millions de plus, ou 50 %. Le coût de la modernisation du CHU de Sainte-Justine grimpe de 147 millions, ou de 42 %. «Oui, on a les moyens de se payer ça», a soutenu Yves Bolduc. C'est un bon investissement, selon le ministre. Puis citant un éditorial du *Devoir*, le ministre a enchaîné: «Si on est capable de se payer des gros barrages, de se payer de grosses infrastructures, c'est normal qu'on investisse également dans nos établissements de santé.»

Alors que Philippe Couillard martelait que tout dépassement de coût serait à la charge de l'établissement et de sa fondation, Yves Bolduc reconnaît que c'est le gouvernement qui paiera la totalité de la note de deux milliards ainsi que les «ajustements mineurs» qui pourraient survenir.

Dans son rapport, le vérificateur général s'inquiète en outre du financement des projets du CHUM et de Sainte-Justine. Dans les deux cas, les sommes qui devaient provenir de la Fondation canadienne de l'innovation ne sont pas au rendez-vous. De plus, la Fondation du CHUM n'a recueilli que 20 des 200 millions qu'elle comptait amasser. Dans le cas du CHUM, «la possibilité qu'on n'obtienne pas les sommes escomptées est élevée», écrit-il. On ne se préoccupe pas toutefois du financement privé du CUSM, qui attend 321 millions de ses fondations.

Pour Sylvain Simard, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'administration publique, le vérificateur confirme que «la gouvernance de ce projet [le CHUM] ne mène nulle part. Personne ne prend de décision». Son collègue affecté à la santé, Bernard Drainville, a souligné que certains services administratifs du CHUM, tel le service des ressources humaines, ne se retrouveront pas dans le nouveau CHUM, mais ailleurs dans un autre bâtiment. M. Simard s'oppose au recours au PPP pour le CHUM, ce qui ajoute aux risques que présente le projet.

De son côté, le porte-parole adéquat en matière de santé, Eric Caire, a parlé d'un «échec lamentable» essuyé par le gouvernement Charest. «La nouvelle devise du ministre, c'est: il faut qu'on continue le dégât», a lancé le député.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390